

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 483 - 1 €

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:** La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

**Autres publications:**  
« **programme communiste** »  
Revue théorique  
« **il comunista** »  
Journal bimestriel en italien  
« **el programa comunista** »  
Revue théorique en espagnol

**Journal bimestriel**  
**No 483**  
**Janvier - Avril 2007**  
43<sup>e</sup> année - Un expl.: 1 €, 3 FS, £1,  
40 DA, 7 DH, 800 F CFA

## DANS CE NUMERO

- Dans le public comme dans le privé. la lutte de classe contre les attaques capitalistes!
- Guinée: l'armée réquisitionne tous les travailleurs!
- Guinée: la grève générale continue!
- Soutien à la grève générale en Guinée
- Guinée: les chefs syndicaux liquident la grève générale!
- Le social-impérialisme contre les luttes en Guinée
- Impérialisme canadien. Hors d'afghanistan!
- Le collectif Indymedia de Grenoble est-il une annexe du «dauphiné libéré»
- Ségolène Royal: Travail, Famille, Patrie!
- A propos de la mort de l'abbé Pierre. Ce dont a besoin le prolétariat, c'est la lutte, pas la charité!
- François Gambini

## Les grèves en Guinée

Le tintamarre électoral a, entre autres choses, le grand avantage pour la bourgeoisie française de dissimuler ses agissements dans ses chasses gardées néocoloniales. Bien caché par le rideau de fumée électoral que contribuent à répandre y compris les partis dits d'«extrême-gauche», l'impérialisme français peut continuer en toute quiétude à envoyer des troupes ou apporter son soutien aux différents régimes qu'elle entretient sur le continent noir.

Qui a ainsi entendu parler des grèves en Guinée et du soutien français à son président-dictateur Conté? La clique bourgeoise qui, derrière le personnage du général Conté, gravement malade et intellectuellement diminué, dirige d'une main de fer cet enfer de l'exploitation néocoloniale et met au pas les appétits d'autres secteurs bourgeois, a été en effet confrontée à un obstacle inattendu et qui l'a fait chanceler: la lutte massive des prolétaires et des masses déshéritées.

Mais si la combativité, la détermination et le courage dont les prolétaires guinéens ont fait preuve doivent être cités en exemple pour les travailleurs des pays capitalistes développés, cela n'a pas suffi pour suppléer à l'absence d'organisation de classe, à l'absence du parti prolétarien.

Seul un tel parti aurait pu diriger et centraliser la lutte vers l'assaut à l'Etat bourgeois, seul un tel parti aurait été capable de faire pièce aux manoeuvres conciliatrices des appareils syndicaux collaborationnistes qui ne pouvaient faire autre chose que de vendre ce magnifique mouvement contre des promesses qui ne seront jamais tenues.

\* \* \*

La Guinée - Conakry est un petit pays ouest-africain de presque 10 millions d'habitants, l'un des pays les plus pauvres de la

( Suite en page 4 )

## A bas le cirque électoral Vive la lutte révolutionnaire !

### LE BUT DU CIRQUE ÉLECTORAL

En même temps que se rapproche la fatidique échéance électorale, le bourrage de crâne augmente en proportion, alimenté par les oscillations quotidiennes des sondages et les diverses péripéties de la campagne. Chaque candidat sort alternativement de son chapeau sa trouvaille du jour (Ministère de l'identité française pour l'un, VI<sup>e</sup> République pour l'autre, etc.), avant de la remballer si elle ne prend pas. Dans ce véritable **cirque électoral** où les électeurs ébahis sont la **cible** (comme disent les spécialistes du marketing publicitaire qui est la caractéristique du capitalisme ultramoderne) (1) des états-majors électoraux rivaux, le plus important pour la classe dominante n'est en réalité pas que tel ou tel candidat l'emporte: non, le plus important pour elle est que le cirque continue à fonctionner, autrement dit que les masses et plus précisément les prolétaires continuent à y participer, continuent à voir dans les élections le seul moyen de «changement» ou au moins le seul moyen d'exprimer leur mécontentement.

Toutes les richesses de la société viennent de l'exploitation des prolétaires par le capitalisme. Dans les périodes fastes d'expansion économique, les capitalistes peuvent concéder aux prolétaires quelques **miettes** pour adoucir cette exploitation et faire miroiter des perspectives de promotion so-

cial pour leurs enfants.

Mais ces périodes fastes ne peuvent être que temporaires, même lorsqu'elles durent des décennies; cela a été historiquement le cas dans les grands pays qui ont connu après la dernière guerre mondiale un redémarrage vigoureux de l'accumulation capitaliste et un long cycle d'expansion économique. Ce fut la période appelée par les économistes bourgeois les «trente glorieuses», période dont tous les réformistes petits-bourgeois pleurent la disparition. Mais ces derniers oublient ou cachent que les immenses ravages de la guerre en avaient été la condition première et que ces trois décennies réellement **honteuses** ont été marquées par une intensification de l'exploitation des prolétaires dans les puissances impérialistes et un pillage systématique des ressources des pays dits «périphériques» accompagné de guerres «locales» ou coloniales incessantes. Ces décennies d'expansion devaient nécessairement déboucher sur une crise économique d'autant plus profonde que la croissance économique avait été longue et intense, comme le parti l'avait prévu dans les années cinquante en fixant à 1975 la date probable de l'éclatement de la grande crise économique générale du capitalisme.

A partir de cette date charnière s'est ouverte une époque, qui en France a coïncidé avec le premier gouvernement Mitterrand au début des années 80, de profond change-

ment dans la politique sociale du capitalisme, et ceci dans tous les pays.

Depuis lors il ne s'agit plus de continuer à accorder ces concessions au prolétariat qui avaient permis auparavant d'acheter la paix sociale, mais il faut les lui reprendre. Autrefois la perspective de réformes signifiait la perspective d'**améliorations** des conditions de vie et de travail prolétariennes - et les **réformistes** étaient ceux qui affirmaient que la lutte pour les réformes suffisait pour faire aboutir toutes les revendications en conservant le système capitaliste.

Désormais les réformes sont synonymes d'**attaques** contre la classe ouvrière - et les analystes bourgeois se posent la question de comment faire passer sans heurt les réformes tandis que les réformistes argumentent, preuves à la main, qu'ils sont les seuls à pouvoir y arriver, démontrant leur nature fondamentalement anti-ouvrière et pro-capitaliste.

Plus le capitalisme se débat dans des difficultés économiques, plus s'accroît la concurrence sur un marché mondial saturé de marchandises, et plus il ressent le besoin de nouvelles «réformes», c'est-à-dire le besoin de nouvelles attaques contre ses prolétaires afin de leur extorquer des parts de profits supplémentaires. Mais du coup se pose à lui avec une acuité croissante le problème de maintenir la paix sociale, de prévenir les réac-

( Suite en page 2 )

## Les tâches multiformes et indissociables du parti de classe

L'article synthétique mais efficace sur les tâches fondamentales du parti de classe que nous reproduisons ci-dessous, a été publié en juin 81 sur «El Comunista», alors organe du parti en Espagne. Son objectif était d'indiquer aux jeunes éléments qui se rapprochaient du parti les orientations classiques du marxisme sur ce point. Il n'est pas inutile de les rappeler aujourd'hui.

Dès l'origine le marxisme a défini les **objectifs propres** du Parti communiste avec une netteté exemplaire. Le *Manifeste* de 1848 l'exprime de façon synthétique comme pour le graver dans l'esprit des esclaves salariés: **constitution du prolétariat en classe, donc en parti; renversement de la domination bourgeoise; conquête du pouvoir politique**. Il est inutile de rappeler longuement que pour les marxistes ce renversement présuppose la **guerre civile** et que ce pouvoir politique ne peut exister que sous la forme de la **dictature du prolétariat**.

72 ans plus tard, réagissant à la dégénérescence social-démocrate et à l'apolitisme anarchosindicaliste, le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste affirme tout aussi lapidairement, dans son manifeste rédigé par Trotsky: la III<sup>e</sup> Internationale est le parti de l'insurrection violente et de la dictature du prolétariat.

Par conséquent, **on adhère au parti communiste pour forger l'organe politique qui se propose de diriger l'insurrection armée et la dictature prolétarienne**. Pour le marxisme, la révolution n'est pas ce Grand Soir rêvé par les anarchistes et les syndicaliste révolu-

tionnaires qui nient la nécessité du parti et de l'Etat prolétarien. La révolution sera toute une *période historique* d'avancées et de reculs, d'insurrections battues et victorieuses, de guerres civiles et de guerres révolutionnaires dont la question centrale sera celle de la conquête et de l'exercice dictatorial du pouvoir politique.

L'insurrection elle-même n'est qu'un *moment* - essentiel, sans aucun doute - de la *guerre des classes*. Ses *conditions objectives* sont fournies par une profonde crise sociale (c'est-à-dire par un développement intense de la lutte de classes) produite par une poussée révolutionnaire dans les couches les plus larges du prolétariat qui a entraîné une crise politique générale de la domination bourgeoise d'une ampleur telle que le pouvoir commence à échapper aux mains de la classe capitaliste. Ses *conditions subjectives* sont données par l'existence d'un parti communiste doté d'une claire vision programmatique, fortement centralisé et discipliné, qui ait su conquérir une influence déterminante sur les secteurs les plus combattifs de la classe; et par la ferme volonté dans le parti et dans les couches décisives du prolétariat

(et des soldats) de se lancer dans la lutte finale pour la conquête du pouvoir.

La préparation de la révolution est donc la préparation du parti et, par son intermédiaire, des masses aux tâches suprêmes de la guerre de classe.

### TROIS FRONTS D'UNE LUTTE UNIQUE

Engels a écrit dans un passage célèbre que le parti a **trois tâches permanentes**: théorique, politique et économique-pratique (de résistance aux capitalistes). En 1926, la Gauche communiste définissait dans les Thèses de Lyon ces trois tâches de la façon suivante: «L'activité du parti (...), toujours et dans toutes les situations, doit se développer simultanément dans ces trois directions:

a) Défendre et préciser en fonction des faits nouveaux qui se produisent les postulats fondamentaux du programme, c'est-à-dire la conscience théorique du mouvement de la classe ouvrière;

b) Assurer la continuité de l'organisation du parti et son efficacité, et la protéger des influences extérieures contraires à l'intérêt révolutionnaire du prolétariat;

c) Participer activement à toutes les luttes de la classe ouvrière, même suscitées par des intérêts partiels et limités, pour encourager

( Suite en page 3 )

# A bas le cirque électoral Vive la lutte révolutionnaire !

( Suite de la page 1 )

tions prolétariennes aux attaques, en un mot d'empêcher l'éclosion de la lutte de classe.

Il est n'est pas très difficile d'apercevoir, à travers le miroir aux alouettes des discours politiques, le reflet de ces intérêts et de ces craintes des capitalistes. L'année dernière, Sarkozy se donnait l'image de l'«homme fort» maintenant l'ordre d'un côté et, de l'autre, de l'artisan de la «rupture» avec une politique chiraquienne dont les cercles capitalistes les plus influents jugent la politique de «réformes» trop faible et trop timorée; par rapport à ses alliés/concurrents et en particulier l'Allemagne, sans parler des pays capitalistes dits «émergents» comme la Chine, le capitalisme français perd en effet du terrain.

Parallèlement, s'alignant sur les mêmes besoins capitalistes, Ségolène qui en tant que candidate du PS a pour elle l'avantage «naturel» du pompier social, s'affirmait comme une dame de fer (l'«ordre juste», le recours à l'armée pour mater les jeunes trublions, etc.) et comme une adepte du «blairisme», en référence à la politique anti-ouvrière menée par le premier ministre britannique depuis qu'il est au pouvoir.

Les émeutes des banlieues et aussi les mobilisations lors de la lutte contre le CPE sont passées par là. Les bourgeois se sont souvenus que des attaques trop brusques risquent d'entraîner des flambées de luttes, voire des explosions sociales.

Du coup Sarkozy a clamé urbi et orbi qu'il avait «changé»! Oubliant son discours sur la «rupture», il s'est efforcé de convaincre qu'il ne mettrait pas le feu aux poudres et qu'il pourrait être aussi attentif au maintien du consensus social qu'une social-démocrate (au point que certains de ses partisans de la première heure ont dit qu'il se «chiraquisait») (2). Et si un Bayrou a pu, grâce à la baguette magique des grands groupes médiatiques, accéder au statut de «candidat sérieux», c'est qu'il répondait parfaitement à cette équation: capacité démontrée à bien comprendre et défendre les intérêts des grands capitalistes en même temps que sens du maintien de la paix sociale (3)...

## L'«EXTRÊME-GAUCHE», PILIER DU CIRQUE ÉLECTORAL

Le but fondamental du cirque électoral (et de tous les rouages de la démocratie) est d'agir comme antidote à la lutte de classe, comme une déviation du mécontentement ouvrier dans une impasse. La puissance et l'omniprésence de la propagande électorale depuis des mois s'explique au moins en partie par les difficultés de passionner les prolétaires pour une échéance électorale quand les grands candidats ont des programmes si proches que pour se différencier ils mettent en avant leur «image», leur «personnalité» - fabriquées par leurs experts en «communication». La multiplication d'études de sociologues sur le phénomène de l'abstention en progression constante depuis des années en même temps que s'affaiblissent les amortisseurs sociaux, est un signe supplémentaire de la préoccupation des bourgeois à propos de la perte de crédibilité du cirque électoral. Après les émeutes des banlieues on a vu se multiplier les initiatives pour appeler les jeunes prolétaires à se faire inscrire sur les listes électorales et à manier le bulletin de vote plûtôt que le cocktail molotov.

Mais il ne serait guère possible de combattre cette érosion des illusions électorales, de ramener les prolétaires dans les filets de la politique démocratique bourgeoise, sans la présence à chaque élection de candidats qui s'adressent directement à eux et qui prétendent défendre leurs intérêts; le PCF blessé à mort par sa trop longue pratique antiprolétarienne, les organisations d'extrême gauche se sont aussitôt présentées pour reprendre son rôle de diffuseur de tous les mensonges réformistes et de toutes les duperies de la

démocratie bourgeoise. LO et la LCR (le PT, lui, refusant de se dire d'«extrême gauche!») ont laissé tomber depuis longtemps toute référence au «parlementarisme révolutionnaire» à la Lénine qu'elles évoquaient autrefois, pour se couler confortablement dans la place laissée vacante sur la scène politique bourgeoise.

Elles sont ainsi devenues des piliers irremplaçables du cirque électoral. Ce n'est pas nous qui le disons, mais... Sarkozy lui-même, lorsqu'il a déclaré que Le Pen et Besancenot devaient avoir leurs signatures et pouvoir se présenter à la présidentielle!

## POUR LE PARTI DE CLASSE! POUR LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE!

Quel que soit celui ou celle qui sera élu(e), les attaques capitalistes continueront et il faudra lutter pour se défendre. Il serait profondément erroné de croire qu'une Ségolène serait moins méchante qu'un Sarkozy. L'histoire des dernières décennies en France a fait la démonstration que les gouvernements de gauche réussissent souvent mieux que les gouvernements de droite à mettre en oeuvre des mesures antiprolétariennes tout en paralysant la classe ouvrière.

Les prolétaires ne peuvent compter que sur eux-mêmes et leurs ennemis les plus dangereux sont ceux qui prétendent être de leur côté: il est plus facile de lutter contre un Sarkozy ou de faire reculer un de Villepin que de résister à un Jospin - parce que ce dernier

peut plus aisément mobiliser le réseau des forces collaborationnistes et de leurs relais au sein du prolétariat.

Les prolétaires n'ont rien à attendre des élections. Ils doivent tourner le dos au cirque électoral, à tous ses magiciens et à tous ses clowns pour s'orienter vers la seule alternative **réaliste**: la préparation de la lutte pour défendre leurs intérêts de classe, la lutte de défense contre les licenciements, contre la dégradation des conditions de vie et de travail, contre la répression policière, contre les expulsions, etc. Cette lutte de classe qui implique aussi la lutte contre les méfaits de l'impérialisme et la solidarité internationaliste avec les prolétaires des autres pays (à plus forte raison sous domination de l'impérialisme français) et qui doit déboucher sur l'organisation prolétarienne indépendamment et contre les appareils collaborationnistes, n'a rien de commun avec l'**apolitisme** anarchiste classique.

Pour se réaliser effectivement et dépasser le stade de la pure lutte de défense pour devenir la lutte révolutionnaire contre le capitalisme, elle a besoin d'une avant-garde organisée qui mène une **politique** basée sur le programme révolutionnaire communiste authentique. Non seulement contre les adversaires déclarés mais aussi et surtout contre tous les faux amis, contre tous les prétendus révolutionnaires vendus à l'ordre bourgeois qui ne cherchent qu'à l'égarer, contre toutes les fausses perspectives et contre toutes les illusions.

Autrement dit, la lutte prolétarienne a besoin du **parti de classe** travaillant à conquérir une influence décisive sur les masses par une lutte théorique, politique et tactique sans concessions contre le système de domination politique bourgeois et contre les agissements des capitalistes et de leurs valets de

toute espèce. Du parti de classe qui sera capable alors de diriger les masses prolétaires dans la lutte révolutionnaire pour renverser l'Etat bourgeois, pour instaurer la dictature du prolétariat dans tous les pays et faire accéder l'humanité à la société sans classes ni Etats: le communisme.

Pour les prolétaires conscients de leurs intérêts de classe et désireux de lutter pour ceux-ci, il n'y a pas aujourd'hui de tâche plus importante et plus nécessaire que de contribuer, en dehors et contre le cirque électoral et la politique démocratique bourgeoise mais en liaison avec les luttes du prolétariat, aux efforts de reconstitution du parti de classe internationaliste et international, du parti de la future **révolution communiste mondiale**.

(1) Il est assez significatif que Parisot, patronne d'un institut de sondage ait été élue à la tête du Medef contre le candidat de l'Union des Industries Métallurgiques, l'ancien Comité des Forges qui dominait autrefois le patronat...

(2) Nous ne parlons pas ici d'un autre point sur lequel Sarkozy a dû battre en retraite: ses déclarations pro-américaines. En raison des heurts d'intérêts entre la France et les Etats-Unis dans de nombreux domaines, il est en effet impossible d'accéder à la présidence de la république sans professer son hostilité aux USA.

(3) C'est pourquoi Simone Weil, président du Comité de soutien à Sarkozy a pensé trouver le point de faible de Bayrou en rappelant que lorsqu'il était ministre de l'Education Nationale «il avait fait descendre un million de personnes dans la rue» (querelle sur les lois scolaires).

## Dans le public comme dans le privé Lutte de classe contre les attaques capitalistes !

La détérioration des conditions des travailleurs du secteur public peut se constater à travers les statistiques officielles: le pouvoir d'achat des salaires bruts du public a en moyenne baissé de plus de 5% de 2000 à 2006. Selon une récente étude, le salaire réel des professeurs aurait même baissé de 20% de 1981 à 2004 et celui des instituteurs de 9%! Cette baisse des salaires réels qui, de façon différenciée, touche l'ensemble des salariés du public, n'est que l'une des faces de l'aggravation de l'**exploitation capitaliste** qui les frappe, l'autre étant la dégradation continue des conditions de travail et l'augmentation de la précarité. La poursuite et l'aggravation de ces attaques sont programmées: suppression de postes et diminution des emplois, ce qui signifie augmentation de la charge de travail, reprise des attaques contre les retraites après les élections, en même temps que de nouvelles mesures sont envisagées pour empêcher les grèves et que se développe la **répression** contre les militants et les travailleurs coupables d'organiser la lutte.

Ces attaques ne sont pas le fait de la seule droite; sans rappeler les déclarations récentes de Ségolène Royal ou des dirigeants du PS, l'étude citée démontre que la baisse des revenus des fonctionnaires date du **premier gouvernement de gauche**, en 1982-1983, et qu'elle a continué «de façon lente, certaine et constante» sous les différents gouvernements jusqu'à aujourd'hui! Ce n'est pas le seul secteur public qui est la cible des attaques, mais tous les travailleurs sont frappés par une **offensive continue** qui accroît la pauvreté, le chômage, la précarité, les difficultés de toutes sortes.

La cause de ces attaques n'est pas la rapacité particulière de tel ou tel patron ou la méchanceté de tel ou tel parti politique: elles sont la conséquence obligatoire des **lois du capitalisme** - mode de production fondé sur l'exploitation des travailleurs salariés: plus le patron arrive à comprimer les salaires, à augmenter l'intensité et le temps de travail, et plus ses profits augmentent; plus l'Etat arrive à réduire les «charges sociales» (c'est-à-dire le **salaires différé**: la part du salaire qui n'est pas directement versé aux travailleurs mais sert à alimenter les différentes institutions sociales) et à rogner les dépenses et les services destinés à la population laborieuse, et plus augmentent aussi les profits des entreprises, plus augmente le **taux de profit moyen** du capitalisme national.

Au cours de la longue période d'expansion économique des décennies d'après-guerre, les grands Etats capitalistes ont concédé quelques **miettes** de leur prospérité pour faire trimer les prolétaires et éviter que les luttes ouvrières ne deviennent menaçantes pour la bonne marche du capitalisme. Mais dans la période actuelle de crises économiques, de rivalités et de concurrences

croissantes sur le marché mondial, les capitalistes, **dans tous les pays**, trouvent ces concessions intolérables: partout ils exigent des «réformes» anti-ouvrières, partout ils se lancent à l'assaut des «rigidités» coupables de freiner un minimum l'exploitation, partout ils veulent réduire les dépenses «improductives» (pour le capital!), partout ils s'attaquent aux conditions de vie et de travail des travailleurs.

## DÉFENDRE LES TRAVAILLEURS, PAS LA FONCTION PUBLIQUE !

Seule la lutte peut permettre de résister avec succès aux attaques capitalistes en acte et en préparation, mais à condition qu'il s'agisse d'une **lutte réelle** et non d'un simulacre, et que cette lutte se place sur le **terrain de classe**, celui la défense exclusive des intérêts des travailleurs contre l'exploitation capitaliste: alors elle recueillera la solidarité et l'appui de tous les prolétaires et pourra s'étendre à tous les secteurs ce qui la rendra irrésistible. A l'inverse, l'orientation mise en oeuvre par les directions syndicales n'est encore une fois qu'un **sabotage** pur et simple de la lutte: les revendications sont noyées dans le cadre interclassiste de «l'aménagement du territoire», de la «défense des missions» et des «services publics et de la fonction publique», comme si ce n'était pas au nom de ces mêmes principes que les travailleurs sont journellement appelés à sacrifier leurs intérêts; l'objectif qu'elles donnent à la journée d'action - fixée à la veille des vacances scolaires - ne va pas au delà de la demande de négociations, comme si négociier sans avoir établi un rapport des forces suffisant pouvait déboucher sur autre chose que la défaite! Les travailleurs ne peuvent pas compter sur ces **professionnels de la collaboration entre les classes** qui ne cherchent qu'à faire retomber la pression par des journées sans lendemains. Pour faire reculer l'Etat et les patrons, pour préparer et organiser **la lutte la plus large possible**, il faut rompre avec les orientations interclassistes, les corporatismes et les pièges de l'intérêt général (qui n'est autre que celui du capital) défendus par ces organisations, et revenir aux principes, aux méthodes et à l'organisation de la **lutte anticapitaliste**.

**Pour la défense exclusive des seuls intérêts prolétaires !  
Pour l'union dans la lutte de tous les travailleurs !  
Pour le retour à la lutte de classe contre les capitalistes et leur Etat !**

(tract distribué lors de la journée d'action dans le secteur public février 2007)

# Les tâches multiformes et indissociables du parti de classe

(Suite de la page 1)

leur développement, mais en les reliant constamment aux buts finaux révolutionnaires, en présentant les conquêtes de la lutte de classe comme des voies d'accès aux luttes futures indispensables, en dénonçant le danger de se replier sur des réalisations partielles comme si elles étaient des fins en elles-mêmes (...)» (1)

## LA LUTTE THÉORIQUE ET POLITIQUE

L'activité théorique du parti est une condition fondamentale de la révolution: sans théorie révolutionnaire, il ne peut pas y avoir de mouvement révolutionnaire. La détermination scientifique des **buts finaux**; l'acquisition et la défense des **principes** du communisme, c'est-à-dire des objectifs généraux à atteindre pour donner naissance à la nouvelle société; la compréhension de la **dynamique de la lutte des classes** pour y insérer l'action consciente du parti (autrement dit, la tactique) capable d'assurer la capacité révolutionnaire de la classe par delà les flux et reflux des victoires et des défaites; tout cela exige l'analyse constante des événements à la lumière du marxisme et la pleine possession de la théorie marxiste. La lutte théorique traduit la **conscience du parti** qu'il serait antimarxiste de vouloir trouver dans la conscience individuelle de chaque militant, de la même façon que la compréhension de la stratégie militaire n'est pas le fait de tous les officiers et tous les soldats d'une armée. La théorie est la boussole du parti révolutionnaire sans laquelle il ne peut y avoir que le **grossier empirisme** de l'opportunisme qui se nourrit de l'idéologie de l'ennemi de classe.

La lutte politique, dans la mesure où elle peut se distinguer de la lutte théorique et revêtir une physionomie propre, s'exprime dans l'activité du parti qui gravite historiquement les échelons: a) de la **propagande** des principes du communisme et des conclusions de la doctrine par rapport aux expériences concrètes, en opposition aux autres partis et forces des classes ennemies et du **prosélytisme**; b) de la conquête d'une influence politico-organisative croissante sur les masses combattives de la classe, tendant à en subordonner les luttes aux objectifs révolutionnaires et à leurs exigences générales; c) de l'insurrection armée et de l'instauration et direction du nouveau Etat de classe. **C'est dans cette activité spécifique et caractéristique que se matérialise la raison d'être du parti.** Sans elle - et, aujourd'hui, en l'absence même du premier niveau - on ne peut parler ni de parti, ni d'action de parti.

## LA PARTICIPATION AUX LUTTES PARTIELLES

La participation active aux luttes partielles de la classe ouvrière, et en particulier à la lutte syndicale, constitue un des terrains d'action du parti, **bien qu'il ne s'agisse pas d'une activité caractéristique** de celui-ci. Ce qui, sur ce terrain, distingue les communistes, ce n'est pas le fait de participer à la lutte syndicale (ouverte par principe à tout prolétaire indépendamment de ses positions politiques), ni d'y participer de telle ou telle façon; c'est le fait d'y prendre part pour renforcer la conviction que dans la société bourgeoise il ne peut y avoir de conquêtes stables, et pour rappeler la nécessité de faire de la guérilla permanente contre le capital, une **école de guerre** du communisme (mais l'école de guerre n'est pas la guerre elle-même!).

Au moyen de cette participation, le parti peut compléter par sa propagande les leçons de l'expérience, gagner de nouveaux prosélytes et étendre son influence politique et organisative parmi les masses les plus larges de la classe. Réciproquement, cette participation est un facteur de renforcement des organisations immédiates et une garantie de leur maintien sur la voie de la lutte de classe.

Mais s'il est vrai que les communistes participent aux luttes économiques et qu'ils

sont historiquement en mesure de leur donner leur potentialité maximum en les intégrant dans la lutte révolutionnaire, **la réciproque n'est pas vraie**: on n'adhère pas au parti communiste du simple fait d'être un militant syndical, même très combatif. Le militant syndical lutte pour des objectifs spécifiques de caractère économique (salaire, temps de travail, etc.). Le militant communiste en tant que tel inscrit sa lutte dans celle d'une organisation qui combat **pour la conquête du pouvoir**.

## LE TRAVAIL ORGANISATIF

Un aspect essentiel de la lutte des militants communistes est le travail organisatif. Toute guerre - et en particulier la guerre des classes - implique l'**organisation**, depuis l'état-major jusqu'au détachement, des communications aux moyens de subsistance, des finances jusqu'au service d'information et de contre-espionnage. De même, le parti pré suppose une organisation apte au combat sur tous les terrains de la guerre sociale, avec ses structures publiques et clandestines, légales et illégales, avec ses réseaux de communication et d'information, avec son administration et ses administrateurs, avec ses organes de propagande et de défense, avec ses organisations territoriales et sectorielles, verticales et horizontales, qui dans leur ensemble doivent en assurer la continuité, l'efficacité et la sécurité. Il s'agit d'un travail de parti, d'un aspect de sa lutte qui soutient matériellement aussi bien le travail (y compris théorique) de propagande et de prosélytisme, que le travail d'agitation et de participation aux luttes immédiates de la classe et celles de direction révolutionnaire des masses.

## POUR UNE CONCEPTION NON LIMITATIVE DES TÂCHES DU PARTI

Ces divers niveaux de l'action du parti constituent les **exigences spécifiques d'une action unitaire**. Chacun de ces niveaux implique des méthodes de travail bien déterminées et, en conséquence, la spécialisation des militants. Mais le parti, en tant que collectivité unitaire, «doit toujours et dans toutes les situations les englober» comme il a été dit plus haut. Pour reprendre les paroles d'Engels, la lutte du parti «doit se mener de façon méthodique dans les trois directions concentrées et réciproquement liées». Mieux: «la force et l'invincibilité du mouvement réside précisément dans cette attaque que nous pourrions dire concentrique» (2).

Le parti se prépare et prépare la classe en réalisant l'**ensemble** de ses tâches. **Il ne se réduit à aucune d'entre elles.** Ce n'est pas par hasard que la structure de base du parti, c'est-à-dire la **section locale**, est une structure territoriale à qui revient tant le travail de propagande et de prosélytisme politique que le travail organisatif et celui de participation aux luttes ouvrières. Ce n'est pas par hasard que les groupes communistes (ou cellules) syndicales ou d'usine, les groupes de propagande (y compris la rédaction), comme toutes les autres articulations du parti du parti dans les divers secteurs de son activité, dépendent de ses organisations territoriales (sections locales, régionales, nationales, centre international). Le parti n'est pas la somme de ses diverses activités, mais la **collectivité centralisée qui assume les tâches permanentes de la préparation révolutionnaire**.

Le parti ne se limite pas au travail théorique. Il n'est pas seulement un **produit** de l'histoire doté de **conscience**; il est aussi un **facteur** de l'histoire doté de **volonté**. Il ne s'agit pas seulement d'interpréter le monde, mais de le changer. Mais réciproquement, sous-évaluer le travail théorique, c'est ouvrir la porte à l'impuissance, à l'influence désagréable de l'ennemi, à la trahison opportuniste.

Le parti ne se limite pas non plus au travail de propagande et de prosélytisme. Le marxisme a constitué historiquement le dépassement de l'**utopisme**, qui prétend transformer la société par l'éducation. La lutte

contre l'«éducationnisme» a toujours été inséparable du marxisme en général et de la lutte contre l'opportunisme en particulier. Une des premières manifestations de la Gauche elle-même a été la lutte en 1912 contre le «culturalisme» des Jeunesses Socialistes, contre la droite qui prétendait réduire l'activité révolutionnaire des jeunes à l'acquisition de la «culture socialiste».

Le parti est bien un organe de propagande; mais il l'est afin d'être un **organe de combat**.

Mais réciproquement, sous-évaluer la propagande et le prosélytisme signifie vider l'action du parti, le priver de sa raison d'être. L'armée de la révolution est une armée de volontaires, que ce soit au niveau du parti (qui est son état-major) ou au niveau des masses encadrées dans les organisations immédiates de la classe. L'adhésion au parti, l'orientation et la direction de ses organisations et de ses militants, présupposent une propagande politique **permanente** contre celle des forces adverses.

Le travail du parti ne se limite pas non plus au travail organisatif. Bien qu'il reconnaisse dans le blanquisme la justesse de l'exigence de l'organisation centralisée de l'action insurrectionnelle et de la conquête du pouvoir, le marxisme a montré les limites de cette conception purement organisationnelle de l'action révolutionnaire. La révolution implique la lutte des masses dirigée par le parti, et par conséquent la conquête d'une influence décisive de celui-ci sur celles-là. Mais réciproquement sous-évaluer le travail organisatif implique une vision pacifiste et fataliste de la lutte des classes.

**Pacifiste**, dans la mesure où la lutte des classes est une guerre à mort pour le pouvoir: la bourgeoisie a fait la démonstration de ses capacités de résistance en défense de sa dictature; l'état-major du prolétariat doit se préparer méthodiquement et systématiquement à une guerre qui n'est pas seulement d'idées, mais doit être menée avec les moyens matériels de toute guerre civile. **Fataliste**, dans la mesure où elle laisse à d'autres la résolution des problèmes qui revient au parti et à lui seul pour assurer la continuité et l'efficacité de l'action politique de l'avant-garde révolutionnaire.

## CONTRE L'ÉCONOMISME

Le parti ne se limite pas davantage à la participation aux luttes immédiates. Les perspectives du parti ne se limitent pas à l'horizon de la guérilla syndicale. Sa lutte ne se confond avec aucune des luttes partielles et elle n'est pas **la somme de ses participations à elles**. Marx reconnaît comme précurseur du mouvement communiste, non le mouvement spontané de caractère syndical, mais l'**utopisme** qui apporta l'anticipation programmatique de la société future, et la Conjuración des Egaux de Babeuf qui, en même temps que l'intuition du communisme, apporta la lutte prolétarienne pour la conquête du pouvoir. La genèse et le développement du mouvement communiste ne coïncide ni ne superpose au mouvement syndical de la classe ouvrière. Celui-ci plonge ses racines dans l'antagonisme qui oppose profit et salaire et qui ne sort ni ne peut sortir des limites de la société bourgeoise. Alors que le mouvement communiste se situe sur le terrain de la lutte pour un nouveau mode de production, sur le terrain politique de la conquête du pouvoir. Le mouvement syndical combat les **effets** de l'exploitation salariale; le mouvement politique révolutionnaire tend à en extirper les **causes**.

Les énergies révolutionnaires de la classe ne sont pas cristallisées dans le mouvement syndical, mais dans le mouvement politique. L'adhésion au parti implique de dépasser les limites inhérentes à **tout** mouvement syndical, de s'élever à la conscience et à la volonté communistes. C'est pourquoi était et reste opportuniste la prétention de l'économisme d'hier et d'aujourd'hui de «donner à la lutte économique un caractère politique» (2).

La fonction du réformisme est précisément de réduire l'horizon de la lutte prolé-

rienne à la lutte pour un partage plus favorable entre salaire et profit. C'est pourquoi, ni la conscience ni la volonté communistes ne peuvent résulter du mouvement syndical; c'est pourquoi la conscience révolutionnaire doit être apportée de l'extérieur dans le mouvement spontané, grâce à l'action du parti, afin d'intégrer l'action des masses dans une **lutte qui dépasse les limites de la conjoncture et des intérêts immédiats**.

Faire dépendre la naissance, les directives et l'action du parti des luttes partielles avec leurs hauts et bas, c'est-à-dire de la courbe spontanée du mouvement syndical, signifie **sacrifier les objectifs finaux aux résultats contingents**, ce qui est la définition même de l'opportunisme; cela signifie reprendre à son compte la formule du réformisme de toujours selon laquelle «le mouvement est tout, le but n'est rien».

Le parti n'est pas une organisation sélectionnée de propagandistes (un parti de professeurs), ni un parti de syndicalistes, si combattifs soient-ils: c'est l'organisation des prolétaires qui unissent à la **conscience des principes communistes, la décision de consacrer toutes leurs forces à la cause de la révolution**.

Mais réciproquement, sous-évaluer la participation aux luttes immédiates signifie abandonner le prolétariat qui défend ses conditions de vie à des influences adverses; cela signifie s'empêcher l'apprentissage du difficile art de la lutte et la possibilité d'étendre l'influence du parti dans les masses; cela signifie en somme rendre impossibles les conditions indispensables de la préparation révolutionnaire du parti et de la classe.

Il n'existe pas de voie particulière qui permettrait de forger concrètement le parti révolutionnaire et d'en étendre l'influence; le parti se renforce et acquiert la capacité de diriger la classe sur la voie révolutionnaire en développant **l'ensemble de ses tâches** au cours d'une lutte qui s'inscrit dans la continuité de fer entre ses positions programmatiques et ses consignes de propagande et de combat.

Il n'existe pas de «voies plus courtes» parce qu'il n'existe pas d'autre voie.

(1) cf les «Thèses de Lyon» présentées au 3e Congrès du PC d'Italie, tenu à Lyon en 1926 à cause de la répression fasciste en Italie. Textes du PCInt n°7, p. 112.

(2) cf la préface d'Engels en 1874 à «La guerre des paysans en Allemagne».

(3) cf Lénine, «Que faire?», chapitre III, § a; Oeuvres Complètes, Tome V, p. 413.

## « Il Comunista »

n° 103 - Marzo 2007

Nell'interno

- Kabul, imperialisti vecchi e nuovi all'opera
- Politica sociale della Chiesa di Roma
- TFR dei lavoratori salariati. Governo, Sindacati tricolore, Padronato, Banche e Assicurazioni si spartiscono il bottino. I proletari, oltre ad aver subito il taglio della pensione futura, vedranno scomparire anche la vecchia liquidazione
- Il governo borghese, anche se di "sinistra", risponde solo alle esigenze del capitale e della lotta di concorrenza capitalistica mondiale: per i proletari solo sacrifici e condizioni di vita più insopportabili!
- Rigurgiti brigatisti e lotta preventiva contro la riorganizzazione classista del proletariato
- La «minaccia terrorista», pretesto per criminalizzare ogni movimento di ribellione e di intolleranza verso condizioni di vita e di lavoro sempre più precarie e misere
- Le schede elettorali? nel fango, a disposizione dei topi
- Il centralismo organico: sulla linea delle battaglie di classe della Sinistra comunista
- Capitalismo in salsa cinese
- Tsunami, due anni dopo
- Sciopero generale in Guineasbirraglia al soldo del governo socialdemocratico tedesco

# Les grèves en Guinée

( Suite de la page 1 )

planète en dépit de sa richesse minière: diamants, or, fer, uranium, etc., et surtout bauxite dont il est le 2e producteur mondial et qui assure 90% de ses recettes d'exportation. Après l'indépendance l'impérialisme français arrêta toute aide économique à la Guinée pour punir le gouvernement de Sékou Touré d'avoir refusé d'entrer dans l'association néocoloniale dite «Communauté Française». Obligé de se tourner vers l'impérialisme russe, le régime se mit à alors à jouer la comédie de la construction du socialisme (tout en assurant les Etats-Unis que jamais il ne léserait leurs intérêts dans la production de bauxite!). Vers la fin des années 70, cette dictature répressive chercha à renouer avec l'impérialisme français tandis que Sékou Touré remplaçait les références à Marx par des citations de versets du Coran. Après sa mort, un coup d'Etat militaire en 1984 porta au pouvoir Lansana Conté, ancien militaire de l'armée coloniale française. Si le coup d'Etat ouvrit les portes du sinistre camp Boiro, libérant les prisonniers politiques qui y croupissaient, il marqua le début d'une nouvelle dictature, vendue celle-ci à l'impérialisme occidental et notamment français qui dès 84 eut à faire face à des émeutes contre les hausses des prix (1).

Aujourd'hui comme hier, la production de minerais est entre les mains de grandes firmes étrangères, tandis que l'impérialisme français reste le premier fournisseur du pays; même si Péchiney est passé sous contrôle canadien, l'encadrement et le personnel technique expatrié qui dirige l'extraction minière est toujours du personnel français (2). Après des décennies de pseudo-socialisme suivies de décennies de capitalisme libéral, 76% de la population vit à la campagne et le taux d'analphabétisme est supérieur à 70%. Alors que la majorité de la population guinéenne vit dans une misère croissante, bourgeois locaux et étrangers et multinationales s'enrichissent, protégés par le régime Conté contre un mécontentement qui s'accumule de plus en plus.

En novembre 2005 les syndicats avaient organisé 48 heures de grève générale pour demander une hausse des salaires et des pensions, l'instauration d'un salaire minimum, etc. En 2006 une deuxième grève générale en mars était suivie d'une grève de enseignants en mai, puis d'une nouvelle grève générale en juin qui dura 9 jours avant d'être brisée par la répression (plusieurs dizaines de morts).

Mais si début mars 2006 une mission du FMI et de la Banque Mondiale soulignait une amélioration «encourageante» de la situation du pays, la réalité est complètement différente pour les larges masses: plus de la moitié de la population vit avec moins d'un dollar par jour, la hausse persistante des prix des produits de première nécessité (30% d'inflation en moyenne par an; le prix du sac de riz, nourriture de base, passant lui, de 115 000 à 250 000 Francs guinéens!) fait renaître le spectre de la faim tandis que les salaires stagnent.

Dans ces conditions les syndicats lan-

çaient le 10 janvier 2007 un nouveau mot d'ordre de **grève générale illimitée**. Au bout de **18 jours de grève** marqués par une répression qui a fait plus de 60 morts et des centaines de blessés (en particulier les massacres du 22 janvier par les forces de police d'une manifestation pacifique sur l'autoroute Fidel Castro et à d'autres endroits, sans parler de l'attaque des sièges syndicaux centre névralgique de la grève), les négociations entre le gouvernement et les syndicats arrivaient à leur conclusion; bien que les grévistes et les manifestants demandaient le départ de Lansana Conté et de son clan, le 27 janvier l'«Intercentrale» décrétait la fin de la grève entre autres, contre la promesse de la nomination d'un premier ministre. Pour faire reprendre le travail et faire passer cette solution soufflée par les milieux impérialistes pour une «victoire du peuple», les dirigeants syndicaux expliquaient que le futur premier ministre disposerait de la réalité du pouvoir et que le sinistre clan Conté, ses affairistes et ses tueurs, seraient ainsi effectivement mis dans l'incapacité de nuire.

Cependant devant le retard de la nomination du premier ministre ainsi que le non respect du paiement intégral des jours de grève et d'autres clauses de l'accord du 27 janvier, les syndicats brandissaient le 2 février la menace de déclencher une nouvelle grève générale à partir... du lundi 12.

Ce délai laissé par les chefs syndicaux fut mis à profit par le régime; au lieu de les contacter comme ceux-ci l'espéraient pour négocier, vendredi 9 février Lansana Conté nommait comme premier ministre l'un de ses proches: Eugène Camara. Ce capitaliste, dirigeant de plusieurs entreprises, ancien ministre de l'économie et en tant que tel responsable de la situation désastreuse des travailleurs et des masses, avait été promu pendant la grève au poste de *ministre coordinateur des actions gouvernementales* (en remplacement de Fodé Bangoura, haï pour sa responsabilité dans les massacres de juin 2006), c'est-à-dire premier ministre de fait: autant dire que les accords du 27 ne valaient même pas le papier sur lesquels ils ont été signés...

Cette décision mettait le feu aux poudres, déclenchant immédiatement des manifestations spontanées: dès vendredi soir dans le quartier populaire Hamdallaye de la haute banlieue de Conakry des jeunes commençaient à manifester. Samedi matin à Conakry le cortège présidentiel était caillassé par les élèves du lycée Matam (obligeant Conté à changer de véhicule, la vitre de la voiture de Conté ayant été cassée); la garde présidentielle tirait sur les jeunes, faisant 2 morts. Dans la deuxième ville du pays, Kankan, où les manifestations avaient commencé vendredi, un militaire qui avait tiré sur les manifestants en faisant 4 blessés, était tué par ces derniers. Des manifestations et des affrontements se déroulaient dans diverses localités: Coyah, Maferinya, Boké, Dalaba, Labé, Pita (2 villes où les bureaux des préfets étaient brûlés), Siguiré (où l'Hôtel du ministre de l'économie était incendié et où les manifestants tentaient de prendre d'assaut la prison

pour libérer les prisonniers), N'zérékoré, etc.

Sans attendre les consignes des chefs syndicaux, les prolétaires et les masses dés-héritées reprenaient spontanément la lutte le samedi et le dimanche, dans une ambiance quasi insurrectionnelle. Des commissariats étaient pillés pour s'emparer d'armes alors que les attaques contre des bâtiments et propriétés appartenant aux caciques du régime se multipliaient. Effrayés par ces attaques, les partis de l'opposition démocratique publiaient le dimanche des communiqués pour condamner, non la répression, mais... «le vandalisme» des manifestants! Pour tenter de ne pas trop se laisser déborder par le mouvement mais aussi par crainte des «durs» du régime, les syndicats se virent contraints de durcir le ton; ils lançaient le mot d'ordre de grève générale illimitée à partir de lundi en appelant maintenant au «départ» de Conté et du gouvernement, ce qu'ils avaient obstinément refusé de faire auparavant sous prétexte qu'«ils ne faisaient pas de politique» (3)!

En réalité, de la politique ils en avaient toujours fait, mais de la politique **collaborationniste et bourgeoise**. Qu'était-ce que la revendication d'un «premier ministre de consensus» (ainsi que celle de l'indépendance de la Banque centrale, etc.), sinon une revendication politique qui reconnaît en principe la légitimité du pouvoir en place et des institutions étatiques, elle est **bourgeoise**. En suivant une orientation politique bourgeoise, on ne peut mener un mouvement de grève qu'à la défaite: c'est ce que les dirigeants syndicaux guinéens allaient démontrer une nouvelle fois.

Alors que dimanche la capitale était paralysée en beaucoup d'endroits par des barricades, les blindés de l'armée prenaient position aux carrefours stratégiques tandis que des centaines de combattants libériens étaient concentrés dans la banlieue de Conakry pour prêter main-forte au régime. Le lundi, premier jour officiel de la grève générale, tandis que la production de bauxite était arrêtée, le gouvernement, qui s'appuyait essentiellement sur le corps militaire spécial des «bérets rouges» dirigé par un des fils Conté, décrétait l'«état de siège» (pleins pouvoirs à l'armée, couvre-feu, interdictions de manifester, etc.). Sans attendre ce décret officiel les autorités avaient dès la veille commencé à fermer les radios indépendantes.

Pour s'assurer de la loyauté de l'armée, quelques heures avant l'instauration de l'état de siège Conté avait décrété une hausse de tous les grades, c'est-à-dire de la solde des militaires. Il faut savoir que les soldats du rang ne touchent qu'une solde de misère et sont très mal nourris (au point d'être obligés parfois de vendre leur effets militaires pour vivre), alors que les officiers sont à la tête d'affaires juteuses et reçoivent des sacs de riz qu'ils revendent au prix fort. Lors de la grève générale de janvier les soldats avaient fait circuler des tracts menaçants pour exiger une hausse de leurs soldes. Mais loin de calmer la grogne, la décision de Conté fut reçue comme une gifflée: la hausse des grades se traduisait en effet par une hausse insignifiante pour les soldats mais très importante pour les officiers. Une mutinerie éclatait alors dans le camp militaire Alpha Yaya de Conakry, le principal camp militaire et dépôt d'armes du pays; les soldats du rang chassaient les officiers, quelques uns s'emparaient même d'armes et allaient rejoindre les manifestants sous les applaudissements de la population.

Si la grève avait été dirigée par des révolutionnaires, ceux-ci se seraient adressés aux mutins pour leur demander de se mettre du côté des prolétaires et de tourner leurs armes contre le régime. Mais les dirigeants syndicaux qui après le massacre du 22 janvier, n'avaient rien trouvé de mieux que d'en appeler à «l'honneur de l'armée guinéenne», étaient tout sauf révolutionnaires: respectueux de l'Etat bourgeois, ils ne pouvaient leur venir à l'esprit d'appuyer une mutinerie...

Ils ne songeaient qu'à une chose: comment rétablir le «dialogue» avec les autorités. Laissés sans perspective, les gros des mutins resta dans le camp militaire, alors

qu'une autre partie se livrait aux rackets et aux extorsions sur la population en tablant sur l'impunité que leur assurait l'état de siège. Pendant ce temps, la police, les «Bérets rouges» et les mercenaires libériens pouvaient continuer leurs exactions, semer la terreur, arrêter par centaines opposants et militants ouvriers.

Alors qu'ils avaient déclaré ne pas vouloir négocier tant que durait l'état de siège et les arrestations, les dirigeants syndicaux se rendaient pourtant le jeudi à une réunion avec les représentants des autorités, du patronat et de l'armée. Cette amorce de négociations déclencha l'incompréhension et la colère des grévistes (4), obligeant les chefs syndicaux à battre en retraite; «c'est nous qui avons déclenché la grève; à cette phase où nous sommes arrivés, c'est elle qui nous conduit» déclarait piteusement H.R. Diallo, présidente de l'une des centrales syndicales et porte-parole de l'Intercentrale, pour expliquer pourquoi les syndicats étaient obligés de ne pas se rendre à la deuxième réunion de négociation. Les dirigeants syndicaux faisaient de la levée de l'état de siège la condition à la reprise des négociations - ce à quoi le chef d'état-major de l'armée (5) répondait que tant que durerait la grève générale, l'état de siège continuerait...

Il faudra encore une semaine de couvre-feu et de répression avant que la pression prolétarienne soit assez affaiblie pour que les chefs syndicaux se sentent enfin libres de négocier la fin du mouvement. Le vendredi 23 février le chef d'état-major de l'armée ordonnait la fin de la grève pour le lundi suivant et la réquisition des grévistes. Pendant tout le week-end des négociations se déroulaient sous l'égide de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) et le regard attentif de l'impérialisme français qui la semaine précédente avait proféré des menaces d'intervention militaire (5), avant que soit bouclé l'accord: un nouveau premier ministre serait nommé (ce fut Lansana Kouyaté) et la fin de la grève était décrétée pour dimanche à minuit. Pour ne pas paraître trop céder aux militaires, les syndicats déclaraient que le travail ne reprendrait pas le lendemain, mais que le lundi serait... un jour de prière pour les victimes!

## LE BESOIN DU PARTI DE CLASSE

Ce n'est pas tant la répression (plus de 160 morts depuis le début de l'année, des milliers de blessés, des centaines et des centaines d'arrestations accompagnées de passages à tabac et mauvais traitements divers) que l'orientation de **collaboration des classes** des dirigeants - les hiérarchies syndicales - qui ont eu raison du mouvement. Les masses exploitées guinéennes ont démontré qu'elles pouvaient arrêter l'économie du pays; elles avaient sans aucun doute la force de balayer le régime en dépit de sa brutalité sanguinaire, si elles avaient eu à leur tête une organisation révolutionnaire dotée du programme communiste authentique pour centraliser leurs forces et aller vers l'insurrection. En l'absence de ce parti prolétarien de classe pour diriger la lutte, ce sont inévitablement d'autres forces, liées à d'autres classes, qui dirigent la lutte et la font échouer: la spontanéité du mouvement de lutte le plus puissant ne suffit jamais à suppléer à l'absence du parti. Cette leçon de l'histoire dont les grèves de Guinée nous en donnent une nouvelle confirmation, devra être tirée par les prolétaires de ce pays comme par les autres. La reconstitution du parti est un besoin constant de la lutte prolétarienne, besoin qui devient évidemment plus évident et plus impérieux quand la lutte atteint sa plus grande ampleur; mais c'est aussi une tâche qui ne peut être accomplie du jour au lendemain car sa résolution nécessite à la fois l'expérience pratique concrète des affrontements entre les classes et la lutte politique, programmatique et théorique entre les différentes orientations et tendances qui se prétendent prolétariennes.

La grève générale en Guinée ne pouvait résoudre ce problème, elle ne pouvait que le poser. C'est l'honneur des prolétaires gui-



Char de l'armée se préparant à intervenir contre les manifestants

néens de l'avoir posé avec une force incomparable (ces prolétaires si minoritaires, si isolés, si misérables, si peu éduqués qui ont donné une leçon magistrale de lutte prolétarienne aux prolétaires encore anesthésiés des riches pays impérialistes, entraînant derrière eux la masse énorme des déshérités et des semi-prolétaires); ce sera aux prolétaires de tous les pays de le résoudre ensemble par delà les frontières, les mers et les continents.

### EPILOGUE

Les dirigeants syndicaux ont présenté le nouveau premier ministre comme étant «le premier ministre du peuple». Plus prosaïquement l'impérialisme français, par la bouche de la ministre de la Coopération a salué Kouyaté comme étant un homme de confiance: il faut dire que c'était un responsable de la *Franco-phonie*, organisation pro-impérialiste s'il en est! Plus d'un mois après sa nomination, il n'a toujours pas formé de gouvernement et en pratique sa principale décision a été une revalorisation substantielle des soldes des militaires. Le désenchantement de la population à son égard a contraint les dirigeants syndicaux à prendre leurs distances. L'ineffable Diallo a déclaré qu'elle préférerait continuer à «défendre la classe ouvrière» plutôt qu'aller au gouvernement - et il est clair qu'elle est plus utile aux bourgeois en «défendant» les prolétaires à sa façon!

Si les prolétaires guinéens ont à l'éviden-

ce besoin de récupérer après deux grèves générales depuis le début de l'année, on peut sans doute voir le signe qu'ils n'ont pas été écrasés par la répression, dans la lutte des travailleurs de la société canadienne «Aredor» productrice de diamants à Gbenko pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Au moment où nous écrivons l'extraction des diamants est complètement arrêtée et une manifestation de travailleuses (elles sont majoritaires) et de femmes de travailleurs a eu lieu le 23 mars à Gbenko pour affirmer leur détermination à «se battre jusqu'à la victoire finale».

Rien n'est réglé en Guinée. La classe ouvrière et les masses prolétariées de Guinée auront à livrer de nouveaux combats, peut-être à brève échéance. Les bourgeois s'y préparent sans aucun doute. Les prolétaires doivent s'y préparer aussi.

24/3/2007

(1) Voir «Le Prolétaire» n°395 (février-mars-avril 88).

(2) Selon les services de l'Ambassade de France à Conakry, 70 entreprises françaises sont implantées en Guinée, sans compter de nombreuses petites entreprises de droit guinéen qui «participent activement à la présence économique de la France». La bauxite (qui est à la base de la production de l'aluminium) est principalement exploitée par

un consortium de la Banque Mondiale et de sociétés japonaise et américaine. Un important investissement pour l'installation d'une usine produisant de l'alumine a été décidé par un consortium dirigé par un groupe canadien avec participation d'entreprises françaises et autres, et un second est en projet.

(3) Début février, après l'arrêt de la première grève générale, les chefs syndicaux n'avaient pas assisté à une réunion avec les partis d'opposition qu'ils avaient eux-même organisés, parce que, selon leurs dires, le même jour ils devaient rencontrer... les représentants de la Banque Mondiale!

(4) Le lendemain de la réunion une «Organisation des jeunes travailleurs et manifestants de Conakry» publia une déclaration contre les «trahisons syndicales» qui, au delà de ses confusions, témoigne de cet état d'esprit:

*Nous, jeunes travailleurs et manifestants de Conakry sommes réunis ce matin du Vendredi 16 Février pour définir notre plan de revendication et nous nous sacrifierons pour le changement dans notre pays la GUINEE. Pour cela, nous demandons clairement aux dirigeants syndicalistes d'adopter une position claire, tout en prenant compte qu'il y a eu plus de 158 morts et plus de 754 blessés dans tout le pays.*

*Nous demandons à la maman des travailleurs de GUINEE madame HADJA RABIATOU DIALLO d'être claire comme l'eau de roche car, son déplacement hier Jeudi*

*pour discuter avec les institutions de la République irresponsables, a été pour nous une des plus grandes erreurs commises dans cette crise. Nous devrions être soit avec le peuple ou contre le peuple.*

*Nous sommes déterminés à mourir, pour sauver la GUINEE dans la main de ses bouchers. Après tous ces massacres, toutes ces tueries, il n'est plus question que Lansana Conté reste au pouvoir. Il doit partir. C'est tout.*

*SOIT ON EST AVEC LE PEUPLE OU SOIT ON EST CONTRE LE PEUPLE*

*VIVE LA GUINEE! VIVEL'UNITE SYNDICALE! A BAS LES TRAITRES!*

(5) Kerballah, le chef d'état-major de l'armée, est un des hommes forts du clan Conté. Il a été «adoubé» par l'impérialisme français lors d'une visite à Paris en février 2006.

(6) Envoi du navire de débarquement Scirocco. Au sujet de la coopération militaire avec la Guinée, l'Ambassade de France affirme sans rire que «les formations dispensées visent le renforcement de la capacité opérationnelle des unités avec le souci général du respect des règles d'éthique et de déontologie». cf «Rouge» n°2192. Le chef de la police de Conakry démentit les accusations de tueries le 22 janvier par ses subordonnés en déclarant que c'était impossible parce qu'ils étaient formés et entraînés par des spécialistes français. Les prolétaires guinéens ont fait l'expérience sanglante de ce que veulent dire l'éthique et déontologie pour l'impérialisme...

## GUINEE:

### L'armée réquisitionne tous les travailleurs!

Vendredi soir, Kerfalla Camara, le chef d'état-major de l'armée guinéenne, a annoncé dans une déclaration radiodiffusée qu'il ordonnait la fin de la grève générale et la reprise du travail pour lundi, en réquisitionnant tous les travailleurs des administrations, des commerces et des entreprises publiques ou privées!

Pourtant, dans la journée, les députés - pro-gouvernementaux dans leur écrasante majorité, l'opposition ayant boycotté les dernières élections en raison des fraudes - avaient décidé à l'unanimité de ne pas prolonger l'état de siège qui donnait pleins pouvoirs à l'armée, ce que demandait le président Lansana Conté. Selon la Constitution guinéenne, les militaires n'ont donc plus aucune autorité légale pour donner des ordres aux travailleurs et à la population.

Mais l'armée a pour elle la force, non pas d'un chiffon de papier constitutionnel ou de la légalité bourgeoise, mais celle des armes. Dernier pilier du régime criminel dont Conté, gravement malade et qui ne jouirait que de 2 heures de lucidité par jour, n'est que la ma-

riquette, l'armée se croit toute puissante. Cependant il est impossible de mettre un militaire derrière chaque prolétaire pour l'obliger à travailler!

Pour essayer de briser la grève, les militaires vont avoir recours à une terreur accrue, ils vont se livrer à de nouveaux massacres pour intimider les travailleurs, alors que la répression bestiale a déjà fait plus de cent morts depuis le début de l'année et que des centaines de personnes ont été arrêtées depuis une semaine.

Les militaires pourront facilement continuer leurs crimes, parce que le régime guinéen sait qu'il a l'appui des Etats de la région (dont les émissaires viennent de se concerter avec Conté) et des puissances impérialistes, à commencer par la France qui a déjà envoyé un navire de guerre dans le golfe de Guinée et annoncé qu'elle était prête à faire intervenir ses soldats basés au Gabon (sous le prétexte de garantir la sécurité des français dans le pays): tous ces Etats veulent défendre la «stabilité» de la Guinée parce que cette stabilité est nécessaire pour l'exploita-

tion par les multinationales des richesses minières du pays et pour la stabilité de l'ordre capitaliste dans toute la région.

Sans cet appui (y compris militaire dans le cas des combattants libériens), le régime se serait probablement déjà effondré. Les jours qui viennent seront décisifs: où la dictature réussira à briser la lutte des exploités, ou la grève fera s'effondrer le régime criminel.

Quelle que soit l'issue immédiate, les prolétaires et les masses guinéennes déshéritées ont comme seuls alliés les travailleurs des autres pays. Ils ont besoin de la solidarité de classe des prolétaires des grands pays capitalistes, ils ont besoin de leur lutte des prolétaires d'ici contre l'impérialisme français, véritable gendarme de l'Afrique.

**Non au soutien de l'impérialisme français au régime de Conté! Retrait des conseillers militaires français en Guinée, fermeture des bases militaires françaises en Afrique!**

**Pour la renaissance de l'internationalisme prolétarien, pour la reprise de la lutte de classe internationale!**

**Vive la grève générale en Guinée!**

(24/2/2007)

## Soutien à la grève générale en Guinée!

4 jours après son déclenchement officiel lundi, la grève générale continue en Guinée. La production de la C.G.B, le deuxième producteur mondial de Bauxite, est arrêtée, les ouvriers ayant stoppé le train de minerai, tandis que la production de l'autre consortium continue au ralenti (ce qui provoque une flambée des prix de la bauxite et de l'aluminium sur le marché mondial). Toutes les activités économiques sont paralysées.

Pour briser le mouvement et écraser les manifestations, le régime assassin du président-général Conté a eu recours à une répression bestiale qui a fait plus de soixante morts depuis samedi. La loi martiale et le couvre-feu (pleins pouvoirs à l'armée, interdiction de toutes les manifestations et rassemblement, fermeture des radios indépendantes et des cybercafés, etc.) ont été décrétés lundi et les sinistres «Bérets rouges» commandés par un fils de Conté ainsi que les combattants libériens ont multiplié les exactions: arrestations, tortures, massacres.

Mais la mutinerie du principal camp militaire de la capitale est révélatrice de la faiblesse du régime qui ne pourrait résister longtemps à la grève générale.

Malgré cela les chefs syndicaux ont accepté ce jeudi 15 février d'aller discuter avec le patronat et les responsables militaires, alors qu'ils refusaient la veille de négocier sous la terreur! Ils ont abandonné la revendication du départ de Conté et de son gouvernement, revendication qu'ils avaient proclamée haut et fort le 11 février pour ne pas être débordés après la reprise spontanée du mouvement et des manifestations. Maintenant ils demandent seulement la nomination d'un nouveau premier ministre: c'était déjà contre la promesse d'une telle nomination qu'ils avaient décidé le 27 janvier l'arrêt de la grève générale commencée 18 jours avant! Il n'y a guère de doute qu'ils se préparent à saboter encore une fois la lutte, si les travailleurs guinéens n'arrivent pas à se donner une organisation indépendante de classe capa-

( Suite en page 6 )

## Guinée: la grève générale continue!

*Les médias français en parlent le moins possible, bourrage de crâne électoral oblige, mais les masses et les prolétaires guinéens poursuivent leur lutte contre la dictature sanglante soutenue et armée par la France. Ils ont un besoin urgent de notre solidarité.*

Hier lundi, le couvre-feu a été «allégé» de quelques heures, mais la grève continue de façon massive dans tout le pays!

Le blocus de l'information est toujours aussi total (fermeture des cybers, des radios indépendantes - à part Nostalgie qui ne diffuse que de la musique!, des journaux, menaces sur les journalistes y compris travaillant pour des médias internationaux, etc.) Depuis l'instauration de l'état d'urgence et le couvre-feu, outre des dizaines de morts, des centaines de personnes (opposants, manifestants, militants ouvriers) ont été arrêtées, maltraitées, souvent torturées.

L'ancien président du Nigeria, Babangida, est venu samedi, au nom de la CEDEAO (Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest), apporter dans les faits son soutien au régime Conté, tout en ayant le culot d'appeler à la relance du dialogue social!

Babangida a déclaré qu'il ne voulait pas voir la Guinée «tomber dans une situation chaotique» et être «déstabilisée par une insurrection». L'ancien général Babangida

sait de quoi il parle: il a dirigé dans les années 80-90 le régime militaire au pouvoir au Nigeria qui menait une brutale politique de répression anti-ouvrière. Selon les opposants à ce régime, Babangida avait édifié au Nigeria «une forteresse de pourriture, de désordre, de trafics et de mauvaise gouvernance». La corruption y avait atteint des sommets jamais vus auparavant (cela a encore empiré ensuite!). Selon Guineenews.com, Babangida a déclaré à Conakry que lorsqu'il dirigeait le Nigeria (lorsqu'il le pillait en réalité!), il entretenait «des rapports privilégiés avec le général président Conté»: rapports privilégiés entre bandits!

L'opposition a repoussé le piège grossier que lui a tendu le premier ministre: servir de cache-sexe à la dictature criminelle en participant à un nouveau gouvernement. Les dirigeants syndicaux ne sont pas allés samedi à la deuxième rencontre avec les responsables militaires, le patronat et les représentants de l'Etat à cause, selon leurs

propres dires, du mécontentement provoqué parmi leurs adhérents et la population par leur participation à la première. D'après Aminata.com, Hadja Rabiou Diallo (présidente du syndicat CNTG, et porte-parole de l'Intersyndicale) a reconnu piteusement: «c'est nous qui avons déclenché la grève. A cette phase où nous sommes arrivés, c'est elle qui nous conduit!»

Les syndicats ont demandé la levée de l'état de siège comme préalable à la reprise de réunions avec les autorités: le chef d'état-major Kerfalla Camara a répondu qu'il n'était pas question de lever l'état de siège tant que continuait la grève.

La voie de la négociation est la voie de la capitulation. La grève générale en cours a une force suffisante pour faire échec à la répression bourgeoise, si elle est dirigée et centralisée vers le renversement du régime. Mais, en l'absence d'organisation réelle de classe pour la diriger, pour s'opposer aux manœuvres, la grève risque de s'épuiser tôt ou tard.

**POUR L'ORGANISATION PROLETARIENNE DE CLASSE!**

**SOUTIEN A LA GREVE GENERALE ILLIMITÉE DES PROLETAIRES GUINEENS!**

(21/2/2007)

## Guinée: Les chefs syndicaux liquident la grève générale !

A l'issue de discussions pendant la journée avec les autorités, les chefs religieux et une délégation de la CEDEAO (communauté économique des Etats de la région) dirigée par l'ancien général-président du Nigeria, le mafieux Babangida, les dirigeants syndicaux ont décrété la «suspension» de la grève générale qui durait depuis 2 semaines, à partir de dimanche minuit.

En contrepartie, le président Lansana Conté a... promis de nommer un nouveau premier ministre sur une liste de 5 noms désignés par les syndicats et les partis d'opposition.

Les dirigeants syndicaux parlent d'une grande victoire (tout en évoquant une reprise éventuelle de la grève), mais cela ressemble davantage à une capitulation! L'agence de presse AFP rapporte que cet accord «n'a suscité aucune manifestation de joie particulière» dans le pays.

Rappelons que le chef d'état-major de l'Armée avait «ordonné» la fin de la grève pour lundi et décrété la réquisition de tous travailleurs, après que les députés aient vendredi refusé de prolonger l'état de siège comme le demandait Conté.

Pour ne pas paraître trop céder, les dirigeants syndicaux ont déclaré que, si la grève

était terminée à partir de dimanche soir, la journée de lundi serait en réalité... une journée de prières pour les victimes (plusieurs dizaines de morts depuis 15 jours, plus de cent vingt depuis le début de l'année)! Ils se sont aussi contentés de «demander» la libération des centaines de personnes arrêtées et torturées depuis la reprise de la grève.

Les dirigeants syndicaux avaient déjà arrêté la première grève générale fin janvier sur de simples promesses de Conté, entre autres de nommer un premier ministre de «consensus» (revendication soufflée par les puissances impérialistes qui ne veulent surtout pas qu'une grève renverse un gouvernement!).

Devant le non respect des promesses, le mouvement avait spontanément repris il y a 2 semaines en prenant des formes insurrectionnelles contre le régime (destruction de villas et immeubles appartenant aux ministres, attaques d'édifices publics, de prisons, de commissariats pour s'emparer d'armes...). Les dirigeants syndicaux avaient alors été contraints de radicaliser leur discours pour ne pas être complètement débordés: ils se résignèrent à demander eux aussi le départ de Conté et la fin de son régime criminel (ce qu'ils se refusaient à faire auparavant sous prétexte

qu'ils «ne faisaient pas de politique»!)... avant d'aller négocier avec lui au bout de quelques jours.

Rien n'est réglé en Guinée.

Un simple changement de premier ministre ne signifiera pas la fin du clan au pouvoir, et il signifiera encore moins la fin de l'exploitation, de l'oppression et de la misère dans ce pays qui regorge de ressources naturelles en tout genre.

Contre les criminels qui sont au pouvoir, contre le capitalisme qui est la cause de leur misère, les jeunes, les masses déshéritées, les

prolétaires de Guinée vont devoir continuer à lutter comme ils l'ont fait avec un courage et une détermination exemplaire pendant des semaines face à une répression déchaînée.

Mais pour mener ce combat, ils ne peuvent pas se fier à ceux qui viennent encore une fois de vendre leur lutte contre des promesses vides: ils devront s'organiser économiquement et politiquement sur des bases de classe et avec des objectifs ouvertement anticapitalistes et révolutionnaires.

**Vive la lutte des prolétaires de Guinée!**

(26/2/07)

## Soutien à la grève générale en Guinée !

(Suite de la page 5)

ble de contrecarrer leurs manœuvres.

Les prolétaires et les masses guinéennes ont déjà payé un lourd tribut à la répression d'un régime qui ne défend pas uniquement les intérêts d'un petit clan, mais les intérêts généraux du capitalisme et de l'impérialisme. Leur cause est celle des prolétaires du monde entier, leur lutte contre la répression et l'exploitation bourgeoises doit recevoir le soutien de tous ceux qui luttent contre le capitalisme et l'impérialisme. En commençant par s'opposer à la menace d'intervention militai-

re brandie par les autorités françaises qui viennent d'envoyer un navire de combat dans la région et qui ont déclaré que leurs soldats étaient prêts à intervenir à partir du Gabon.

**Arrêt du soutien français au régime Conté ! Retrait des conseillers militaires ! Fermeture des bases militaires françaises sur le continent !**

**Impérialisme français hors d'Afrique ! Soutien à la grève générale en Guinée jusqu'à la victoire !**

(17/2/2007)

# Le social-impérialisme contre les luttes en Guinée

La grande vague de grèves et de luttes qui a secoué la Guinée depuis le début de l'année aurait dû rencontrer la solidarité active des travailleurs de France; non seulement parce que quelques dizaines de milliers de ceux-ci sont des prolétaires guinéens (1), mais parce que la solidarité internationaliste avec les luttes prolétariennes, surtout quand elles se déroulent dans des pays sous domination de «son» propre impérialisme, est une exigence pour la classe ouvrière. Face à la solidarité des bourgeoisies qui, indépendamment de leurs rivalités permanentes, s'épaulent, se conseillent et s'aident de multiples façons pour exploiter la classe laborieuse et défendre au mieux le capitalisme, les prolétaires devront réapprendre que la solidarité par delà les frontières est un besoin incontournable. Une victoire ouvrière dans un pays est un encouragement et une aide effective à la lutte ouvrière dans les autres; une défaite des groupes impérialistes ou de leur Etat face à la lutte des masses opprimées à l'étranger représente un affaiblissement de l'adversaire de classe des prolétaires de la métropole.

C'est la raison pour laquelle la bourgeoisie diffuse et entretient les sentiments patriotiques, chauvins, racistes, parmi les travailleurs dans le but renforcer les divisions entre les nationalités en même temps que toutes les autres divisions qui paralysent le prolétariat. Mais la bourgeoisie ne pourrait accomplir sa sale besogne sans l'aide irremplaçable de ce que les bolcheviks appelaient le **social-impérialisme**: les organisations syndicales, partis et formations politiques collaborationnistes qui, s'appuyant sur la petite-bourgeoisie et les couches «aristocratiques» de la classe attachées à la défense corporatiste d'une situation un peu privilégiée par rapport au reste des prolétaires, sont les **adversaires les plus irréductibles** de la lutte de classe et les **plus pernicious des défenseurs** de l'ordre établi qu'ils affirment vouloir améliorer, réformer, démocratiser.

Dans le cas d'une lutte qui se déroule dans le pays, comme le conflit à Airbus où des grèves spontanées avaient éclaté dans certains établissements, les organisations collaborationnistes ne peuvent pas ne pas donner l'impression d'organiser la riposte. Pour étouffer toute lutte réelle, elles sont obligées de faire un simulacre de lutte. Dans le cas Airbus elles ont organisé des demi-journées de grève symboliques et d'inoffensives manifestations-procèsions tout en favorisant la mortelle division des travailleurs site contre site et pays contre pays.

### LE SOCIAL-IMPÉRIALISME À L'OEUVRE

Pour ce qui est des grèves en Guinée, c'est à une véritable **conspiration du silence** que nous avons assisté. De la gauche à l'extrême-gauche, des syndicats aux partis, des groupes prétendus «révolutionnaires» ou «ultra-gauches» à certains collectifs dits de «contre-information» (comme Indymedia Grenoble), tous se sont retrouvés pour main-

tenir le **mur du silence** édifié par les organes de la bourgeoisie françaises autour des prolétaires guinéens; tous, que ce soit par soutien ouvert aux intérêts impérialistes ou par indifférence envers une lutte ouvrière dans un pays «périphérique», se sont rendu en pratique **complices** de l'impérialisme et du capitalisme français.

Qu'ont fait les syndicats, partis et organisations de gauche et d'extrême-gauche?

Personne ne s'étonnera que les partis de la «gauche plurielle» - PS, PCF, Verts - qui, lorsqu'ils étaient au gouvernement, ont respecté et servi sans murmure l'impérialisme français n'ont rien fait d'ordre que de pondre au mieux quelques communiqués tardifs et destinés à passer inaperçus.

Il en est allé de même pour les syndicats. Nous ne parlerons pas de la très collaborationniste CFDT ou de la soi-disant contestataire Union Syndicale Solidaires (dont font partie les syndicats SUD): jusqu'à aujourd'hui ces syndicats n'ont pas trouvé le temps ne serait-ce que de rédiger un communiqué sur la grève générale des travailleurs guinéens (2).

Par contre, FO, 10 jours après la reprise de la lutte et après avoir reçu une délégation de syndicalistes guinéens, publia le 21/2 un communiqué pour apporter «son soutien à la lutte menée par syndicalistes et les travailleurs guinéens» et manifester «sa solidarité avec la population guinéenne qui ne demande que le respect de la liberté syndicale, l'accès à l'eau, l'électricité, etc.». Le communiqué se terminait en énonçant ce que signifiait concrètement cette solidarité: le secrétaire-général de FO «souhaite que la France intervienne fortement auprès des autorités guinéennes pour qu'elles répondent aux revendications légitimes du peuple guinéen»: pour un bonze, le maximum de solidarité internationaliste envisageable, c'est l'intervention de son Etat!

La position de la CGT a été en substance identique. Son action a d'abord consisté en...

une lettre de Thibault à Chirac pour «interpeller» le gouvernement et lui demander de «condamner» la répression et d'«user de son influence pour amener le Président Lansana Conté à la raison» (comme si la répression sanglante des prolétaires n'était pas raisonnée!). Après cette farouche interpellation du gouvernement, la CGT publia le 15 février un communiqué pour demander au gouvernement français d'intervenir... «auprès de ses partenaires européens pour que toute aide à la Guinée soit immédiatement suspendue. Les avoirs personnels dans l'Union européenne du Président Conté, de ses proches et des plus hauts dignitaires guinéens doivent être gelés».

Ce n'était là rien d'autre qu'un **camouflage éhonté** du rôle de premier plan de l'impérialisme français dans le soutien au régime Conté! Non seulement la CGT n'a pas distribué le moindre tract ni fait la moindre action pour mobiliser les travailleurs d'ici (3), mais elle a bien pris soin de ne pas rappeler ce soutien de l'Etat français, de ne pas demander l'arrêt de la coopération militaire avec les forces armées et policières guinéennes ou de ne pas protester contre les gesticulations militaires de Paris. Ce n'est qu'après la fin de la grève qu'elle lança une campagne financière de soutien aux organisations syndicales guinéennes - pour leur permettre de continuer leur rôle de pompiers sociaux...

L'extrême gauche électoraliste, elle, était sans doute trop occupée par les élections et la quête de parrainages pour songer à organiser des manifestations en solidarité avec les prolétaires de Guinée (4). Mais elle n'a même pas utilisé la fameuse «tribune» que fournirait la participation électorale pour informer ses partisans et les appeler à la mobilisation: l'internationalisme prolétarien et la dénonciation des intérêts impérialistes ne sont pas des thèmes électoraux porteurs! Dans sa presse, LO s'est contenté de publier 2 petits articles journalistiques sans intérêt selon son habitude.

La LCR a publié un seul article, après l'arrêt par les syndicats de la première grève générale: c'était pour saluer «la victoire de tout un peuple» (sic!) et appeler à soutenir les organisations syndicales. Malheureusement pour la LCR, ce n° de «Rouge» a été mis en vente au moment même où les prolétaires guinéens, se rendant compte que cette victoire chantée par les dirigeants syndicaux n'en était pas une, rentraient spontanément en lutte sans attendre les consignes syndicales. Du coup, écoeurée, la LCR a cessé de

parler de la Guinée: la lutte de classe est si compliquée, revenons aux élections...

Le CCI, qui pendant toute cette période inondait les sites internet Indymedia de ses articles sur les sujets les plus divers, n'a lui non plus pas trouvé le temps de publier un seul mot sur les grèves en Guinée (et ses dissidents de la FICCI, pas davantage). On en trouve l'explication et une nouvelle affirmation de son **indifférentisme** bien connu vis-à-vis des luttes dans les pays dits du «Tiers Monde», dans son article de «Révolution Internationale» du mois de mars; il se termine ainsi: «il est certain que l'isolement des ouvriers [guinéens - NdIR] et le matraquage idéologique [sic! le matraquage qui a causé tant de morts et blessés était tout sauf **idéologique**] auxquels ils sont soumis rendent plus difficile le développement de la lutte sur son propre terrain. C'est pour cette raison qu'il appartient au prolétariat des pays développés du capitalisme, là où il est concentré et puissant, de catalyser la conscience et les expressions autonomes de la lutte ouvrière sur l'ensemble de la planète».

Autrement dit ces luttes sont sans espoir tant que le prolétariat des grandes puissances impérialistes ne catalyse pas la conscience de ces masses arriérées! Et quant à l'isolement des ouvriers guinéens, qu'a fait le CCI pour le combattre? Rien. Son indifférentisme euro-centriste est la marque de l'adaptation au social-impérialisme tout puissant dans les grands pays capitalistes, et en dernière analyse au collaborationnisme qui jusqu'ici y réduit le prolétariat à l'impuissance.

### POUR UN VÉRITABLE INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN!

Le social-impérialisme, l'alignement, ouvert ou non, avec l'Etat bourgeois, l'indifférence envers les luttes prolétariennes dans les pays pauvres, «l'esprit de supériorité de grande puissance» comme disait Lénine, doivent être dénoncés et combattus sous toutes leurs formes pour que le prolétariat retrouve la voie de sa lutte de classe, pour qu'il sache tirer les leçons et bénéficier des expériences des grands épisodes de lutte ouvrière comme celle que vient de livrer la classe ouvrière de Guinée.

C'est dans ce sens que nous nous efforçons d'oeuvrer. A notre échelle microscopique et avec nos moyens dérisoires, nous avons essayé de percer des brèches dans l'indifférentisme et dans le mur du silence.

## Guinée ...

Durant ces 15 jours de grève et d'affrontements sanglants, nous avons diffusé des tracts, des «communiqués» (voir quelques uns ci-contre) et des informations sur la lutte, en français et en anglais. Nous avons publié sur des sites internet d'Europe, d'Afrique, d'Amérique du Nord et autres, des communiqués et appels à la solidarité de classe, etc., à chaque moment fort de la lutte.

Nous avons pu constater que nous étions les seuls ou à peu près (5) non seulement à défendre une position de classe, à essayer dans la mesure du possible à mobiliser les prolétaires des autres pays en solidarité avec leurs frères de classe de Guinée, mais même tout simplement à essayer d'informer sur une grandiose lutte ouvrière! Alors que les informations sur des agitations démocratiques, sur des mouvements petits-bourgeois, sur le soutien à des alternatives bourgeoises de gauche ne manquaient pas...

Triste constat de l'état des forces de classe, mais constat réel qu'il faut faire pour travailler à le modifier.

(1) On donne en général le chiffre de 50.000 familles guinéennes vivant en France, la majorité étant prolétariennes. Pendant ces événements une lutte de prolétaires guinéens sans-papiers - évidemment solidaires de la lutte de leurs frères aux pays - se déroulait à Limoges.

(2) Les libertaires de la CNT avaient appelé au soutien des grèves en janvier en alliance avec l'opposition démocratique guinéenne et ils ont publié un nouveau tract en février. Mais cette solidarité était assortie d'un soutien ouvert aux directions syndicales guinéennes dont ils publiaient sans critique les communiqués patriotiques.

(3) Le communiqué de la CGT appelait bien à une manifestation à Paris, mais cette manifestation n'a fait l'objet d'aucune mobilisation ni même d'aucune information réelle. Résultat: guère plus de 300 personnes à 95% guinéennes à cette manifestation purement démocratique où la grève générale en cours n'était même pas évoquée!

(4) Il y a bien eu quelques manifestations, mais à la fin du mouvement et en général comme à Paris avec très peu de monde en raison de l'absence de toute mobilisation par ces groupes.

(5) Exception confirmant la règle, un groupe trotskyste, le «Groupe C.R.I.», a rédigé un tract reprenant nos informations et - selon lui! - nos orientations. Indépendamment des critiques à faire principalement sur son orientation de «front unique impérialiste» et sa stratégie de pression sur les organisations syndicales, il faut reconnaître qu'il a été à notre connaissance le seul à se mobiliser. Au niveau international, nous avons pris connaissance de l'action d'un groupe africaniste américain qui appelait au soutien avec la lutte en Guinée sur une base nationaliste-africaine. Dans la diaspora guinéenne, ce sont les partis de l'opposition démocratique bourgeoise - absolument hors du coup en Guinée même en raison de la nature de classe de la lutte - qui donnaient le ton.

## Impérialisme canadien: Hors d'afghanistan !

Des dizaines de milliers de Canadiens sont morts sur les champs de bataille de la première et de la deuxième guerres mondiales. Ils sont tombés en pensant combattre pour la liberté. La vraie raison de leurs sacrifices est beaucoup plus sordide : ils sont morts comme chair à canon du capitalisme canadien et international. Ils sont morts parce que les liens fraternels entre les ouvriers du monde entiers, faibles mais réels, ont été réduits en pièces par les efforts combinés du Stalinisme et des forces de la dite démocratie (le masque de la domination capitaliste). Ils sont morts en combattant leurs frères de classe dont la plupart étaient mystifiés et empoisonnés par une idéologie concurrente, le fascisme (la dictature ouverte du capital qui a jeté son masque). Ils sont ainsi morts pour une forme du capitalisme, et ce faisant ils ont perdu non seulement leur vie mais aussi la perspective classiste qui est la seule solution pour en finir avec le cauchemar des massacres de la guerre impérialiste.

### GUERRE DE CLASSE POUR EN FINIR AVEC LA GUERRE IMPÉRIALISTE!

Depuis la guerre de Corée l'impérialisme canadien était parvenu à se donner l'image d'un «défenseur de la paix», ce qui veut dire en réalité qu'au lieu de tuer les gens sur le champ de bataille, il accomplissait la tâche moins glorieuse de la répression en arrière-plan, ce qui permettait aux impérialismes plus belliqueux (en particulier les Etats-Unis) de faire leur sale boulot. Néanmoins cela a fonctionné dans une certaine mesure; le Canada a été vu par beaucoup comme un pays aimant la paix, avec son symbole universellement apprécié, la feuille d'érable sur les sacs des jeunes. Si forte était cette croyance que beaucoup de jeunes américains, ne voulant pas partager l'appellation de «sale yankee» adressée à leurs parents et leur nation, s'étaient mis eux aussi à arborer le petit drapeau rouge à la feuille d'érable, comme une sorte de symbole pacifiste alternatif.

Cette attitude impudente et profondément cynique a été abandonnée. Aujourd'hui, à Kandahar, à Kaboul et ailleurs en Afghanistan, une autre Armée Canadienne effectue son occupation sinistre. Elle ne s'appelle plus une force de maintien de la paix. Elle est là pour

tuer les gens dans la tête. En fait un soldat canadien détient maintenant le record (ils établissent de tels records!) de tuer quelqu'un sur la plus longue distance. Et dans le vif d'un échange de tirs cela n'a souvent pas beaucoup d'importance si ceux qui sont tués sont des combattants talibans ou des femmes et enfants pris dans une fusillade sans merci. Voilà le rôle du Canada en Afghanistan - meurtrier chien sanglant de l'impérialisme des USA et de l'OTAN.

Les pacifistes gémissent sur les torts causés aux droits de l'homme, ils cherchent à établir un consensus dans l'opinion avec l'appui de carriéristes et de charlatans religieux, pour exercer une pression morale sur le gouvernement conservateur de Harper. «Avons-nous fait tout ce que nous pouvions là-bas? Ne serait-ce pas le moment de se désengager et de ramener nos soldats à la maison?»

Mais le Canada ne joue plus au défenseur mondial de la paix - son nouveau slogan est: «COMBATTEZ AVEC LES FORCES CANADIENNES!»

Les communistes internationalistes ont une perspective différente, celle d'amener les forces du prolétariat sur le terrain de la lutte contre leur propre bourgeoisie et contre l'impérialisme mondial:

**Grèves contre l'impérialisme canadien en Afghanistan!  
Dites aux soldats canadiens la vérité sur les causes de leur envoi là-bas pour tuer et mourir!  
Formez des comités de soldats pour lutter contre cette occupation!  
Mieux vaut rentrer dans des cercueils que rester comme oppresseurs!  
La meilleure solution pour le prolétariat est la défaite de cette expédition militaire!  
COMBATTEZ CONTRE LES FORCES CANADIENNES!  
Pour le Parti Communiste International!**

Parti communiste international  
(tract diffusé à l'occasion des manifestations pacifistes du 17 mars 2007 au Canada)

### Le collectif Indymedia Grenoble est-il une annexe du «dauphiné libéré»?

Les luttes qui se sont déroulées en Guinée depuis le début de l'année - et en particulier la grève générale en février - contre un régime soutenu et armé par l'Etat français, se sont heurtées en France à un véritable **mur du silence**; ni les médias (grande presse, radios et télévisions), ni les partis et syndicats, même «contestataires» ou «d'extrême-gauche» n'y ont fait, dans le meilleur des cas, autre chose que de rares allusions, période électorale oblige: aucun effort pour informer les travailleurs d'ici de la lutte que menaient là-bas leurs frères de classe et encore moins pour les mobiliser à leurs côtés.

Face à ce mur du silence édifié par les médias et cette indifférence entretenue par tous les partis et organisations «de gauche», nous avons pensé que les sites internet Indymedia pouvaient être utilisés pour diffuser des informations et appeler à la solidarité avec les prolétaires et les masses guinéennes.

Le réseau Indymedia a été en effet créé comme canal d'informations, de prises de positions ou réflexions qui sont étouffées par les médias officiels bourgeois. C'est pourquoi, pendant les deux semaines de grève

générale et d'affrontements en février, nous avons essayé de diffuser sur Indymedia Grenoble des appels, des communiqués, des informations sur les luttes en Guinée.

Mais, après avoir laissé passé - après quelques jours de réflexion - un premier texte d'appel à la solidarité avec la grève générale, Indymedia Grenoble s'est refusé obstinément à publier le moindre «post».

Le prétexte officiel de ces refus est celui-ci: «nous ne pouvons laisser une ou quelques organisations occuper tant de place sur le site» !!!

Pourtant, pour ne pas froisser l'hypermédiocratie anti-parti d'Indy Grenoble, nous avions bien pris garde de ne signer ces posts que Pincit (sigle ne pouvant être compris que par des initiés) et de n'indiquer aucune adresse (pour ne pas avoir l'air de nous faire de la publicité).

Rien n'y a fait!

Même un communiqué de jeunes de Conakry sans lien quelconque avec notre organisation n'a pas échappé à la censure vigilante d'Indymedia Grenoble: à la trappe, père Ubu, l'auteur du post est Pincit! A la trappe, mère Ubu, cela ne se passe pas à Grenoble!

Emporté par son sectarisme politique, le collectif Indymedia Grenoble a ainsi **contribué à sa façon à l'étouffant mur du silence** entourant ici la grève générale en Guinée pendant ces deux semaines de février où une

bestiale répression causait des dizaines de morts, des centaines d'arrestations, de tortures, de viols, etc. Silence à Indy Grenoble, on tue!

Des posts liés aux événements - en l'occurrence une manif locale (ah!) - ne sont en effet parus qu'à la fin de la grève.

Indymedia Grenoble est-il devenu une annexe du «Dauphiné Libéré»? Sans doute pas; mais ce qui est sûr au moins, c'est que ses «modératrices» ont fait la démonstration qu'ils/elles ont toutes les qualifications pour postuler à des dignes postes de responsabilité au «Daubé».

Le slogan d'Indymedia: *Ne laissez pas les médias, devenez les médias!*, nos libertaires l'ont en effet traduit ainsi:

**Ne laissez pas les médias, faites comme eux, étouffez l'information comme eux, censurez comme eux!**  
6 mars 2007

#### SOUSCRIPTION PERMANENTE 1e liste 2007

Aix, réunions: 68,5 + 62 / Besançon: 30,00 / Carole: 10,80 / David: 40,00 / Daniel: 270,00 / Fadiste: 10,80 / François: 7,50 / Paul: 50,00 / Paris: 980,00. Réunion publique: 89,00 / Pierre: 7,5 / Raymond: 107,50 / Roger: 20,60 / Rosario: 10,80 / Vaillant: 48,60 / Tewfik: 100,00 / Tours: 65,50 / Yann Gouer: 5,40  
**Total liste: 2092 Euros**

## Ségolène Royal: Travail, Famille, Patrie!

Entre le candidat de l'UMP et la candidate du PS, c'est à qui fera surenchère dans la défense des valeurs bourgeoises traditionnelles: le travail, la famille et maintenant l'*identité nationale* et le *patriotisme* - au point que Bayrou, s'est donné le luxe de critiquer l'«obsession nationaliste». A propos de la déclaration de Ségolène selon laquelle tout français devrait avoir un drapeau tricolore pour le brandir le 14 juillet, le «troisième homme» a déclaré: «Cela ne ressemble pas à mon pays. Tout cela, c'est la société américaine». Comme quoi, en bon bourgeois, notre centriste européiste est aussi nationaliste que les autres! Dès qu'ont été connues les déclarations de Royal, la candidate du PCF qui ne voulait pas être accusée de tiédeur patriotique a déclaré que la *Marseillaise* et le drapeau tricolores sont «deux symboles de la

République qui appartiennent au peuple». Ségolène Royal avait affirmé: «c'est très important pour la gauche d'avoir reconquis le droit de chanter *La Marseillaise*. C'est une étape historique dans l'histoire de la gauche, qui avait cru devoir abandonner l'hymne national à l'extrême droite» et une conseillère de la candidate affirme à «Libération» qu'elle est ravie de voir l'*Internationale* oubliée.

La réconciliation de la gauche avec la Marseillaise et le drapeau tricolore que les socialistes «anti-patriotes» voulaient «planter dans le fumier» ne date pas d'hier; elle a été liée aux progrès de l'opportunisme réformiste dans les partis ouvriers. Avant la première guerre mondiale le réformiste Jaurès déclarait que si un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup d'internationalisme y ramène, et ses adversaires «gues-

distes» avaient beau se draper dans une orthodoxie classiste, ils avaient eux aussi succombé au virus patriotique. Les conséquences dramatiques de cet abandon de l'internationalisme apparurent lors de l'éclatement de la première guerre mondiale quand les dirigeants ouvriers dans tous les pays, à de rares exceptions près, appelèrent les ouvriers à s'entre-tuer au nom de la patrie. La victoire de la révolution en Russie permit la reconstitution d'une Internationale autour des bolcheviks antipatriotes. Mais la dégénérescence du pouvoir soviétique fit qu'en quelques années l'Internationale communiste changea de camp. Les drapeaux nationaux remplacèrent le drapeau rouge de la révolution internationale et les prolétaires furent à nouveau appelés à se massacrer au nom de la patrie.

Que la «gauche» bourgeoise défende l'identité nationale et la patrie, autrement dit le capitalisme (dans une interview à l'hebdo-

madaire «Challenges» n°73, Royal dit aux patrons: «Faites des profits, augmentez vos revenus») et l'Etat bourgeois national, ne peut étonner personne car c'est ce qu'elle fait depuis plus de soixante-dix ans.

Les véritables communistes lui répondent comme Marx et Engels en 1848:

**On accuse les communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité? Les ouvriers n'ont pas de patrie.**

**PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!**

#### En préparation: «el programa comunista» N° 47

Prix de l'exemplaire: Europe: 3 €; 2 £; 8 FS; 25 Krs; Amérique latine: US\$ 1,5; Canada et USA: US\$ 3

## A propos de la mort de l'Abbé Pierre

# Ce dont le prolétariat a besoin, c'est de la lutte, pas de la charité!

La mort de l'Abbé Pierre a donné lieu à un battage médiatique réellement assourdissant. A la télé, à la radio, dans tous les journaux, dans tous les médias, par tous les partis, le bon Abbé a été unanimement salué sur tous les tons.

Chirac, «bouleversé», s'est exclamé: «C'est la France entière qui est touchée au coeur! (...) L'Abbé Pierre représentera toujours l'esprit de révolte contre la misère, la souffrance, l'injustice» (1). Sarkozy a renchéri: «Le coeur de la France est en berne. (...) L'abbé Pierre était la voix de l'insurrection et de l'interpellation». Pour ne pas être en reste, Ségolène Royal a salué son «esprit de révolte». On pourrait multiplier interminablement les déclarations du même type y compris à l'«extrême-gauche» où par exemple, la LCR et LO ayant complètement adhéré à la personnalisation typiquement bourgeoise de la vie politique, Arlette Laguiller et Besancenot y sont chacun allé de leur couplet d'hommages.

A quoi correspond cette véritable sanctification de celui qui était, selon les officines spécialisées, la «personnalité préférée des français» (avant même Zidane, c'est vous dire!), de celui que ces piliers de l'establishment bourgeois que sont «Le Monde» et «Le Figaro» ont baptisaient «l'insurgé»?

Le fait que cet «insurgé» ait été salué de façon dithyrambique à droite comme à gauche, que la diffusion à des millions d'exemplaires d'articles louangeurs avec photos en quadrichromie ait enrichi les caisses des patrons de presse, est déjà la démonstration que sa prétendue «insurrection de la bonté» ne gênait en aucune façon le bon fonctionnement de la société bourgeoise.

En réalité l'action de l'Abbé Pierre, comme celle de toutes les institutions charitables dont, ce n'est pas par hasard, les églises de toutes les confessions ont la spécialité, bien loin de la gêner, est **nécessaire** à la société bourgeoise. Dans son hommage à l'Abbé Pierre, «Lutte Ouvrière» écrit:

«Son combat n'était pas dirigé contre le système économique. Nul ne peut le lui reprocher, car il s'est dévoué pour panser les plaies autant qu'il le pouvait» (2).

C'est pourtant précisément ce que reproche les communistes, non aux individus qui se dévouent, mais aux institutions, organisations, associations charitables qui utilisent cette dévotion pour **seulement panser les plaies**, et inévitablement de façon très partielle, causées **nécessairement** par le système économique, c'est-à-dire le capitalisme (LO n'emploie pas ce terme car personne ne pourrait imaginer que l'Abbé Pierre, homme de droite, ancien député MRP, défenseur de la Chrétienté, puisse accuser le capitalisme).

La charité est le complément indispensable de l'exploitation et l'oppression capitalistes, comme le savaient autrefois les dames patronnesses qui allaient reconforter les miséreux, ou aujourd'hui les milliardaires américains qui consacrent une petite partie (pas trop grande quand même) de leur fortune à créer des fondations charitables (en plus c'est déductible des impôts!): aux exploités, aux victimes du capitalisme, la charité offre un espoir de solution pour calmer leur colère et prévenir leur lutte. Mais cet espoir est illusoire.

La preuve, c'est l'histoire même de l'Abbé Pierre qui la fournit. Lorsqu'il lance avec succès au cours du terrible hiver 1954 son appel (une première fois, le 7 janvier au ministre du logement dans les colonnes du Figaro, puis un mois plus tard dans le cadre d'une opération médiatique organisée par Radio Luxembourg), il donne le chiffre de 2000 sans-logis à Paris. A l'époque ces graves problèmes de logement étaient mis sur le compte de la guerre et de la Reconstruction.

Cinquante ans plus tard, on estime à 10.000 le nombre des SDF à Paris, où comme dans les autres villes les sans-logis meurent de froid en hiver: 145 cet hiver! (3) - mais où on voit aussi des mal-logés mourir dans des incendies en été. Cinq décennies de développement capitaliste, cinq décennies de constructions à tout crin qui ont créé la fortune des entreprises du BTP, devenues de véritables géants, et les ont placées parmi les forces les plus influentes du capitalisme français et le nombre des sans-logis a été multiplié par cinq!

Selon le dernier rapport de la Fondation Abbé Pierre, il y aurait dans notre beau pays 3.400.000 personnes mal logées (et 5.700.000 en état de «fragilité») et 100.000 SDF; le nombre de logements manquants serait de 500.000 (4). A Paris il y a environ 100.000 demandes de logements HLM dont 90% correspondent aux «logements très sociaux» (la

plus basse catégorie) alors qu'on dénombre... plus de 130.000 logements vacants!

Pour toute la France, le nombre de demandes de logements en HLM était de 1,3 millions en 2005. Le plan Borloo prévoyait d'en construire 80.000 cette même année, mais il semble qu'il ne s'en soit construit que 54 000 (y compris la transformation en appartements HLM de 18 000 anciens appartements), alors même que 2005 avait été une année record pour la construction de logements! C'est qu'en effet pour un promoteur immobilier il n'y a aucune **rentabilité** à construire et mettre sur le marché des logements sociaux. En 2006 alors que la construction de 90.000 logement était prévue et «financée», seuls 57.000 ont été mis en chantier. En outre les logements construits sont de plus en plus ceux de la qualité supérieure (PLS) aux loyers nettement plus élevés, bien que la demande soit surtout pour les catégories inférieures!

Quant au problème de la hausse galopante des loyers qui frappe aussi la petite-bourgeoisie, il peut se lire dans la sécheresse des statistiques. Une part croissante du revenu des ménages est consacrée selon les statistiques officielles (INSEE) aux dépenses de logement: 24,5% en 2004 contre 22,7% dix ans plus tôt. Mais ces chiffres concernent toutes les classes. Pour les ménages à bas revenu l'INSEE estimait qu'en 2002, aides au logement comprises, la part de leur revenu qui était dévolue au logement était de 25,7%. De son côté, la Fondation Abbé Pierre avait calculé pour la même année qu'une personne seule habitant une ville de plus cent mille habitants et gagnant le SMIC consacrait 27,5% de son revenu à se loger en HLM et 47,6% si elle n'avait trouvé de place que dans le parc immobilier privé (5)!

\* \* \*

Alors que le problème du logement est donc redevenu si criant, voici que - miracle! - apparaît un acteur, ressemblant comme deux gouttes d'eau à l'Abbé Pierre de 54, pour appeler à l'aide aux SDF et lancer son organisation avec, lui aussi, l'appui des médias: «Les enfants de Don Quichotte». Et les politiciens d'accourir aussitôt, Laguiller et Bayrou en tête, pour signer leur «charte», et le gouvernement de sortir de son chapeau la solution: une loi instituant le droit opposable au logement.

Nous ne croyons pas plus aux miracles qu'aux insurrections de la bonté ou aux lois pour résoudre les problèmes créés par le système capitaliste. Les difficultés économiques, l'aggravation incessante de la concurrence sur le marché mondial obligent le capitalisme à accroître continuellement son exploitation et son oppression de couches toujours plus larges pour dégager des marges de profit supplémentaires. Dans cette situation où les tensions sociales ne peuvent que s'accroître, la bourgeoisie est conduite à réactiver la charité et à produire de nouveaux Abbés Pierre pour prévenir ou détourner l'expression du mécontentement prolétarien.

Le vote d'une loi sur un «droit opposable au logement» ne résoudra pas davantage le problème que ne l'a fait l'inscription de ce droit dans la Constitution en 1945: une loi ne peut pas créer des logements qui n'ont pas été construits parce qu'ils ne sont pas rentables. Les plus belles lois ne sont que de la poudre aux yeux tant qu'elles ne sont pas appliquées; et aucune loi ne sera jamais appliquée si elle va à l'encontre des intérêts et du fonctionnement du capitalisme - à moins qu'elle ne soit décrétée et exécutée par un pouvoir anticapitaliste, c'est-à-dire un pouvoir révolutionnaire s'appuyant sur la mobilisation et l'organisation des masses prolé-

riennes. Les bourgeois et leurs laquais réformistes de gauche et d'extrême gauche veulent faire croire qu'il est possible par la loi de corriger le capitalisme, de l'humaniser, précisément parce qu'ils veulent écarter toute perspective de lutte anticapitaliste révolutionnaire.

Engels expliquait dans «La Question du logement» que la crise du logement est **inévitabile** et permanente sous le capitalisme parce que c'est un mode de production basé sur la **recherche du profit**, dans la construction des logements comme ailleurs. Sans pouvoir citer ici comme il le faudrait des passages de ce texte fondamental, rappelons seulement qu'il démolissait le fond de la solution de tous les réformistes: faire appel à l'Etat pour suppléer à la cupidité des investisseurs privés: «l'Etat n'est rien d'autre que le pouvoir total organisé des classes possédantes, les propriétaires fonciers et les capitalistes en face des classes exploitées. Ce que les capitalistes pris isolément ne veulent pas, leur Etat ne le veut pas non plus» affirmait-il. Tout au plus l'Etat peut appliquer des «palliatives», et pour conclure il écrivait qu'il n'y a pas d'autre solution à la crise du logement que le renversement du capitalisme:

«Aussi longtemps que subsistera le mode de production capitaliste, ce sera de la folie de vouloir résoudre isolément la question du logement ou toute autre question sociale concernant le sort des ouvriers.

La solution réside dans l'abolition du mode de production, dans l'appropriation par la classe ouvrière elle-même de tous les moyens de production et d'existence».

La lutte pour le logement est une **partie intégrante de la lutte prolétarienne**, une partie qui devient de plus en plus **vitale** au fur et à mesure que se dégrade la situation des prolétaires; mais c'est également une partie de la lutte prolétarienne qui est la plus susceptible d'être détournée vers la recherche de **palliatives** agitées par les réformistes de toute espèce ou anesthésiée dans les impasses de la charité et des appels à la compassion interclassiste.

Les organisations charitables comme celles de l'Abbé Pierre ont sans aucun doute porté secours à un certain nombre de sans-logis et de pauvres, mais elles n'ont jamais ni voulu réellement lutter contre la pauvreté ni la crise du logement. L'*insurrection de la bonté* de l'Abbé Pierre ne pouvait servir qu'à prévenir la lutte de classe. Il ne s'agit donc surtout pas de «continuer son combat» comme le proclament dans leurs déclarations le PCF, les Verts et tant d'autres; le prolétariat n'a à attendre aucune bonté de la classe dominante et de son système politique, économique et social qui est la source de l'exploitation, de l'oppression, de la répression et de la misère dont il souffre.

Les prolétaires doivent comprendre qu'il leur faut mener un combat tout différent: un combat qui n'est pas une illusion ou une diversion parce qu'il s'attaque aux **causes** de la misère et de l'exploitation en même temps qu'il lutte contre leurs **conséquences**.

C'est-à-dire un combat anticapitaliste, donc de classe. Lui seul pourrait permettre aujourd'hui de se défendre réellement, d'obtenir des succès dans la lutte immédiate de résistance quotidienne dans tous les domaines, avant de pousser demain la **révolte sociale** fondée sur la **solidarité** entre tous les opprimés et la **haine** envers cette société et tous ses défenseurs, jusqu'à son terme: l'**insurrection armée** dirigée par le parti de classe et l'instauration de la dictature prolétarienne révolutionnaire afin de liquider à jamais le capitalisme.

(1) cf «Le Monde», 22/1/07, comme les autres citations. Certains organes de presse, sans doute légèrement exaltés par l'ambiance du moment, comme «Le Figaro» (Mon Dieu!) ont fait parler Chirac d'«esprit de révolution»!

(2) Editorial de «Lutte Ouvrière» n°2008 (26/1/07).

(3) De novembre 06 à mars 07 selon l'association catholique «Les morts de la rue»

(contre 122 l'hiver précédent).

(4) Selon le PCF «la pénurie de logements est estimée entre 600 000 et 900 000 unités», «L'Humanité», 24/1/07.

(5) cf «Alternatives économiques» n°255, février 2007. Pour le rapport de la Fondation Abbé Pierre, voir [www.fondation-abbepierre.fr](http://www.fondation-abbepierre.fr).

## François Gambini

Nous avons appris la mort de François Gambini à l'âge de 85 ans, trop tard pour en parler dans le dernier n° du «Proletaire».

François, militant ouvrier (postier) d'origine corse, adhéra au parti à Marseille dans l'immédiat après-guerre après avoir ressenti l'insuffisance de l'activité syndicale et cherché comment y remédier. Il a été pendant une vingtaine d'années le directeur de publication de «Programme Communiste» (dès son n°5 en 1959) et du «Proletaire» à partir de sa publication en juillet 1963.

C'est à ce titre qu'il fut interpellé et inculpé en décembre 1974 lorsque le gouvernement dont Chirac était le premier ministre, prit la décision de frapper les organisations qui menaient un travail antimilitariste parmi les soldats: un tract diffusé au même moment par notre parti fit que nous fûmes les premiers frappés.

En 1979 François demanda d'abandonner cette responsabilité - essentiellement administrative, mais indispensable selon la loi française pour publier un organe de presse -, ce qui fut fait avec le début de l'année 1980.

Lorsqu'en 81 les divergences avec les sections dites du «Sud», qui avaient sans nul doute été à l'origine de sa décision, débouchèrent sur la rupture avec le parti, François suivit Suzanne Voute aux côtés de qui il militait toujours à Marseille; et il fit partie du groupe formé autour d'elle qui quelques années plus tard se mit à publier «Les Cahiers du Marxisme Vivant».

Cela ne l'a pas empêché d'ailleurs de souscrire de temps à autre pour notre presse! C'est dans nos réunions publiques de la région marseillaise où pendant quelque temps les CMV intervenaient que nous avons pu le revoir, âgé mais avec l'esprit toujours vif et toujours irréductiblement hostile au capitalisme et à sa société.

Ces quelques lignes sont bien insuffisantes pour rappeler tout ce qu'il a donné pendant des décennies pour le parti. Qu'elles servent au moins à rendre hommage à sa mémoire de militant communiste prolétarien.

### Points de contact:

**Aix-en-Provence, Paris:** pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

### CORRESPONDANCE :

**Pour la France :** Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon  
**Pour la Suisse :** Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens  
**Pour l'Italie :** Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**